



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 3 MAI 1919.

QUEBEC, SATURDAY, 3RD MAY, 1919.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Vu les plaintes que l'administration de la *Gazette Officielle* reçoit très souvent parce que les feuilles volantes (slips) demandées par les annonceurs ne se rendent pas à destination, à l'avenir ces envois se feront sous enveloppe et les slips seront chargés 75 cts par douzaine.

Owing to numerous complaints received by the King's Printer that the slips demanded by advertisers are not delivered to the proper address, these slips will, in future, be sent under cover and will cost 75 cts per dozen of slips.

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "*The Official Gazette*", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE TELS QUE DONNES PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE AS BELOW ; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligné (mesure agate).

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi.

E.-E. CINQ-MARS

Hôtel du gouvernement.

Québec, 4 avril 1914.

1265

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,

King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914.

1266

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 17 avril 1919.

M.M. Georges-C. Spiliotopoulos, marchand, Westmount, Qué. ; J.-B.-A. Favreau, J.-K. Legault, tous deux notaires, du village de Vaudreuil, comté de Vaudreuil ; Peter-Francis McCaffrey, inspecteur de l'impôt, Montréal, et Edouard Ouellet, industriel, Outremont, Qué. ; Hector Aubry, médecin ; Aristide Rivet, commerçant, Montréal ; Hogue, marchand, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Wilfrid Choquette, marchand, du village de Varennes, comté de Verchères, juge de paix pour le district de Richelieu.

M. Lauréat Lapierre, comptable, de Thetford Mines, comté de Mégantic, juge de paix pour le district d'Arthabaska.

Québec, le 19 avril 1919.

M.M. Simon Kanigsberg, agent d'assurance ; Max-Hirsh Axelrad, marchand, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Emile Vignola, secrétaire de la commission scolaire de Saint-Narcisse, comté de Rimouski, juge de paix pour le district de Rimouski.

M.M. Hector-Michel Maher, secrétaire-trésorier de la paroisse de Saint-Timothée, comté de Beauharnois, et Joseph-Elie Pilon, cultivateur, du même endroit, juges de paix pour le district de Beauharnois.

M. Cléophas Fortier, cultivateur, de Masham-Sud, comté de Frontenac, juge de paix pour le district de Saint-François. 1627

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by the advise and consent of the Executive Council to make the following appointments :
Quebec, 17th April, 1919.

Messrs. Georges-C. Spiliotopoulos, merchant, Westmount, Que. ; J.-B.-A. Favreau, J.-K. Legault, both notaries, of the village of Vaudreuil, county of Vaudreuil ; Peter-Francis McCaffrey, Custom inspector, Montreal, and Edouard Ouellet, manufacturer, Outremont, Que. ; Hector Aubry, physician ; Aristide Rivet, trader, Montreal ; Hogue, merchant, Montreal, justices of the peace for the district of Montreal.

Mr. Wilfrid Choquette, merchant, of the village of Varennes, county of Verchères, justice of the peace for the district of Richelieu.

Mr. Lauréat Lapierre, accountant, of Thetford Mines, county of Megantic, justice of the peace for the district of Arthabaska.

Quebec, 19th April, 1919.

Messrs. Simon Kanigsberg, insurance agent ; Max-Hirsh Axelrad, merchant, Montreal, justices of the peace for the district of Montreal.

Mr. Emile Vignola, secretary of the school commission for Saint-Narcisse, county of Rimouski, justices of the peace for the district of Rimouski.

Messrs. Hector-Michel Maher, secretary treasurer of the parish of Saint-Timothée, county of Beauharnois, and Joseph-Elie Pilon, farmer, of the same place, justices of the peace for the district of Beauharnois.

Mr. Cléophas Fortier, farmer, of Masham-South, county of Frontenac, justice of the peace for the district of Saint Francis. 1628

Proclamations

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procureur- }
Général. } ATTENDU qu'en

vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection en municipalité de village, de tout territoire ne formant pas déjà partie d'une municipalité de cité, de ville, de village ou de paroisse, et situé dans un rayon de trois milles de la voie du chemin de fer, National Transcontinental, pourvu que la requête demandant telle érection en municipalité de village soit signée par au moins vingt-cinq propriétaires d'immeubles dans ce territoire ;

ATTENDU qu'une requête signée par plus de vingt-cinq propriétaires d'immeubles compris dans un territoire situé dans un rayon de trois milles de la voie du chemin de fer National Transcontinental, dans la municipalité des cantons-unis de Royal-Roussillon et de Poularies, dans la deuxième division du comté de Témiscamingue ; Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, sous le nom de "La municipalité du village de Macamic" ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée, pour l'érection du village de "Macamic" ;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit : Le territoire dans le comté de Témiscamingue (seconde division),—à être érigé en une municipalité distincte sous le nom de "la municipalité du village de Macamic", sera démembré de la municipalité des cantons-unis de Royal-Roussillon et de Poularies et ses bornes, en référence à la subdivision primitive du canton de Royal-Roussillon, sont les suivantes, savoir :

Au nord, le lac Macamic et la ligne séparative des troisième et quatrième rangs ;

Au sud, la ligne séparative des deuxième et troisième rangs ;

A l'est, le lac Macamic et le lot numéro vingt-neuf (29) du troisième rang ;

Proclamations

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, }
Deputy Attorney }
General. } WHEREAS in and

by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned order the erection into a village municipality of any territory not already forming part of a city, town, village or parish municipality and situated within three miles of the National Transcontinental Railway, provided the application for such erection of a village municipality be signed by at least twenty-five proprietors of immoveable property in such territory.

WHEREAS, a petition signed by over twenty five proprietors of immoveable property comprised within a certain territory situated within three miles of the National Transcontinental Railway in the municipality of the united townships of Royal-Roussillon and Poularies, in the second division of the county of Temiscamingue, has been presented to Us, making application for the erection of this territory into a village municipality, under the name of the municipality of the "Village of Macamic".

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests.

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the village of Macamic.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows : The territory—in the county of Temiscamingue (second division)—to be erected into a separate municipality under the name of "The Municipality of the Village of Macamic", shall be taken from the municipality of the united townships of Royal Roussillon and Poularies, and its boundaries in reference to the primitive subdivision of the township of Royal Roussillon, are the following, to wit :

On the north, lake Macamic and the division line of the third and fourth ranges ;

On the south, the division line of the second and third ranges ;

On the east, lake Macamic and the lot number twenty nine (29) of the third range ;

A l'ouest, le lot numéro dix-neuf (19) du troisième rang.

Le territoire,—tel que renfermé dans les bornes sus-désignées,—comprend le village projeté de Macamic au complet tel que divisé sur le terrain; sera détaché de la municipalité des cantons-unis de Royal-Roussillon et de Poularies, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Macamic" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent dix-neuf de l'ère chrétienne et de Notre règne la neuvième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province.

1629

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU qu'en
Assistant procureur } vertu des disposi-
général. } tions de la loi 6 Geo. V,
chapitre 8, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande de quinze propriétaires ou occupants qui résident dans un canton dûment érigé et situé dans le territoire des comtés de Pontiac et de Témiscamingue situé au nord de la ligne 48^e de latitude, ériger ce canton en municipalité, pourvu qu'il y ait dans ce canton, au moins cent lots octroyés pour des fins de colonisation ;

ATTENDU qu'une requête signée par plus de quinze propriétaires ou occupants résidant dans le canton Privat, de la seconde division du comté de Témiscamingue, Nous a été présentée, demandant d'ériger ledit canton, moins la partie d'icelui comprise dans la municipalité d'Authier, en municipalité sous le nom de "La Municipalité du canton Privat".

ATTENDU que ce territoire se trouve dans les conditions requises par la loi 6 George V, chapitre 8, pour être érigé en municipalité de canton ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire fait selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts.

On the west, the lot number nineteen (19) of the third range.

The territory—as enclosed within the above designated limits—comprises the projected village of Macamic entire as divided on the ground ; shall be detached from the municipality of the united townships of Royal-Roussillon and Poularies, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Macamic".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this TWENTY THIRD day of APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and nineteen, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

1630

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS in and by
Deputy Attorney } virtue of the Act
General. } 6 George V, chapter 8,
the Lieutenant-Governor in Council may, on the application of fifteen proprietors or occupants residing in a township duly erected, and situated in the territory of the counties of Pontiac and Temiscamingue situate to the north of the 48th parallel of latitude, erect the said township into a municipality, provided there be in such township at least one hundred lots granted for settlement purposes ;

WHEREAS application by a petition signed by more than fifteen owners or occupants residing in the township of Privat, in the second division of the county of Temiscamingue, has been made to Us, for the erection of the said township, less the part of same comprised in the municipality of Authier, into a municipality under the name of "The Municipality of the Township of Privat" ;

WHEREAS the said territory is within the conditions required by the Act 6 Geo. V, chapter 8, to be erected into a township municipality ;

WHEREAS it has been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law and showing the territory south to be erected into a municipality has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la "Municipalité du canton de Privat".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire—dans la seconde division du comté de Témiscamingue— à être érigé en une municipalité, sous le nom de "Municipalité de Privat", est formé :

De tous les lots (Nos de 1 à 62 inclus) dans chacun des premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième rangs du canton de Privat et des lots numéros de trente-deux (32) à soixante-deux (62) inclus des huitième, neuvième et dixième rangs du même canton ; ses bornes sont les suivantes, savoir :

Au nord, le canton de Languedoc et la municipalité d'Authier ;

Au sud, le canton d'Aiguebelle ;

A l'est, le canton de Launay ;

A l'ouest, la municipalité d'Authier et celle des cantons-unis de Royal-Roussillon et de Poularies.

Le territoire constituant la municipalité de Privat, tel que renfermé dans les bornes sus-assignées, occupe une étendue de cinquante-quatre mille cent trente-quatre (54-134) acres, plus ou moins, en superficie, sera érigé en municipalité et formera à l'avenir une municipalité sous le nom de la "Municipalité du canton de Privat" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUÉBEC, ce DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent dix-neuf et de Notre règne le neuvième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1631

C.-J. SIMARD.

WHEREAS all other legal formalities have been complied with and that, in consequence, We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of "The Municipality of the Township of Privat";

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare, by these presents, that the following territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory—in the second division of the county of Témiscamingue—to be erected into a municipality under the name of "Municipality of Privat" is formed :

Out of all the lots (Nos. 1 to 62 inclusively) of each of the first, second, third, fourth, fifth, sixth and seventh ranges of the township of Privat and of the lots numbers from thirty two (32) to sixty two (62) inclusively of the eighth, ninth and tenth ranges of the same township ; its boundaries are the following, to wit :

On the north, the township of Languedoc and the municipality of Authier ;

On the south, the township of Aiguebelle ;

On the east, the township of Launay ;

On the west, the municipality of Authier and that of the united townships of Royal-Roussillon and Poularies.

The territory forming the municipality of Privat as enclosed within the above assigned boundaries, covers an area of fifty four thousand one hundred and thirty four (54, 134) acres, more or less ; shall be erected into a municipality and shall henceforth form a municipality under the name of "The Municipality of the Township of Privat".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this NINETEENTH day of APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and nineteen and in the ninth year of Our reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1632

Lettres patentes

"Victory Chrome Mines, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'avril 1919 constituant en corporation: Aurélien Boyer, ingénieur-civil, Louis Boyer, avocat, tous deux de la cité de Westmount, Hector Frigon, gérant, Hector Doyon, comptable, et Delle Gabrielle Audet, sténographe, tous trois de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Letters patent

"Victory Chrome Mines, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1919 incorporating: Aurélien Boyer, civil-engineer, Louis Boyer, advocate, both of the city of Westmount, Hector Frigon, manager, Hector Doyon, accountant, and Miss Gabrielle Audet, stenographer, all three of the city of Montreal, for the following purposes :

Faire des recherches, ouvrir, explorer, développer, exploiter, améliorer, entretenir et gérer des mines de chrome et autres, des gisements et propriétés métallifères et autres, aussi creuser, extraire, broyer, fondre, faire l'épreuve, l'analyse, la réduction et la fusion et tout autre traitement des métaux, minerais et minéraux appartenant à la compagnie ou non, leur donner une valeur commerciale, les vendre et autrement disposer de leur totalité ou d'aucune partie ou d'aucun intérêt en iceux ;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal des mines, terrains miniers, commodités, propriétés métallifères ou aucun intérêt en icelles, des minéraux, minerais, droits miniers, options, pouvoirs, privilèges, droits hydrauliques et autres, droits brevétés, brevets d'invention, procédés, engins mécaniques ou autres, et soit à titre absolu ou d'une manière conditionnelle, seuls ou conjointement avec d'autres, et comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et louer, grever, céder à bail, hypothéquer, vendre, aliéner et autrement disposer de leur totalité, d'aucune partie, ou d'aucun intérêt en iceux ; ou de la totalité de l'entreprise et du commerce de la corporation, à titre d'affaire en opération ;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, ou à la coopération avec aucune autre personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucune industrie ou aucun genre d'affaires qui peut être profitable à la corporation constituée sous l'autorité de la présente loi ;

Exercer aucune autre industrie de même nature, ou aucune industrie que la compagnie peut convenablement exercer, dans l'opinion des directeurs ;

Souscrire ou acquérir par achat, bail ou autrement les actions, obligations, débentures ou les autres valeurs d'aucune compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou de se livrer à l'industrie que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucune industrie semblable à icelle en tout ou en partie, et les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Émettre des actions libérées, des actions-obligations, des débentures, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des droits, commodités qu'on pourra acquérir, des services rendus, ou d'ouvrage fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes ou obligations de la corporation ;

Souscrire, faire, accepter ou endosser, négocier, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, lettres de crédit et autres instruments négociables ;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage, par acte authentique, pour assurer le remboursement des obligations et débentures que la compagnie est autorisée à émettre, toute la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, que la corporation posséderait ou pourra posséder ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que les directeurs de la corporation jugeront convenable, et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, et vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la corporation, sous le nom de "Victory Chrome Mines, Limited", avec un fonds social

To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain, and manage chrome and other mines, mineral and other deposits and properties and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce and amalgamate and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same marchantable, and to sell and otherwise dispose of the same, or any part thereof, or any interest therein ;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title, mines, mining lands, easements, mineral properties, or any interest therein, minerals and ores and mining claims, options, powers, privileges, water and other rights, patent rights, letters patent of invention, processes and mechanical or other contrivances, and either absolutely or conditionally, and either solely or jointly with others, and as principals, agents, contractors or otherwise, and to lease, mortgage, place under license, hypothecate, sell, dispose of and otherwise deal with the same or any part thereof, or any interest therein, or the whole of the company's undertaking and business as a going concern ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, or co-operation with any person or company carrying on or about to carry on any business or transaction which may be of benefit to a company incorporated under this law ;

To carry on any other business of a similar nature, or any business which may in the opinion of the directors be conveniently carried on by this company ;

To subscribe for or to acquire by purchase, lease or otherwise, the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in the business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto in whole or in part, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To issue paid-up shares, debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any property, rights, easements, which may be acquired or for any services rendered to or work done for the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts or liabilities owing by the company ;

To draw, make, accept or endorse, negotiate, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit and other negotiable instruments ;

To hypothecate, pledge or give as security by authentic deed to guarantee the payment of the bonds and debentures that the company is authorized to issue, all the moveable or immoveable property, present or future, that the company holds or may hold ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the directors of the company may see fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company, under the name of "Victory Chrome Mines, Limited", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), di-

de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
1635—18-2 C.-J. SIMARD.

" Compagnie Commerciale et Industrielle de Montréal "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'avril 1919, constituant en corporation MM. Joseph-Alfred Barrette, agent de commerce, de la cité et du district de Montréal; Elie Beauregard, Joseph-Edouard Labelle, tous deux avocats, de la ville d'Outremont; Joseph-Alcidas Dagenais, courtier et Charles Desmarais, comptable, tous deux de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer le commerce de gros et de détail des machineries, ferronneries, quincailleries et généralement le commerce de tous produits naturels ou manufacturés en rapport avec celui-ci et faire tel commerce tant comme principal que comme agent ;

Acquérir, posséder, louer, vendre, transporter des immeubles, terres et constructions requises pour l'exercice de ce commerce et des opérations et entreprises plus haut mentionnées ; construire, établir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder et faire fonctionner des moulins, manufactures ou autres installations à l'effet de fabriquer et manufacturer les articles ci-haut mentionnés ou chacun d'eux et tous autres objets connus ; pour faire et exécuter tous actes incidents à ce commerce ; vendre, transporter ou disposer de toute autre manière desdits moulins, manufactures et installations ;

Faire application pour acheter ou autrement acquérir les droits d'auteur, marques de commerce, licences, concessions ou autres conférant un droit exclusif ou non, ou un droit limité à l'usage d'aucun secret ou renseignements susceptibles d'être utilisés à l'intention des fins de la compagnie, ou à l'acquisition de ce qui semblera être avantageux à la compagnie directement ou indirectement ; se servir, user, développer, accorder des permis se rapportant de toute manière aux droits et privilèges ainsi acquis ;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise ou de toute partie d'icelle en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et, particulièrement disposer des parts, débentures ou autres garanties dans toute compagnie semblable à la présente dans son objet, en tout ou en partie ;

Prendre en garantie pour toute dette due à la compagnie des meubles en gage, des hypothèques sur les propriétés des débiteurs de la compagnie, en général tous les biens meubles et immeubles des débiteurs de la compagnie en garantie de leurs dettes ;

Acquérir et posséder des actions et autres valeurs dans toute compagnie, les vendre et en disposer de toute manière ;

Emettre des actions entièrement libérées à l'acquit du prix d'achat de tout bien meuble ou immeuble, droit de reproduction des patentes, et des actions que la compagnie pourrait acquérir dans d'autres entreprises ;

Acquérir de toute personne, société ou corporation toute affaire de même nature, ou incidente

vided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April 1919.

C.-J. SIMARD,
1636—18-2 Assistant Provincial Secretary.

" Compagnie Commerciale et Industrielle de Montréal "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1919, incorporating MM. Joseph-Alfred Barrette, commercial agent, of the city and district of Montreal, Elie Beauregard, Joseph-Edouard Labelle, both advocates, of the town of Outremont, Joseph-Alcidas Dagenais, broker, and Charles Desmarais, accountant, both of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the wholesale and retail business of machinery, ironware, hardware and generally deal in any natural or manufactured products in connection with same, and carry on such business both as principal and agent ;

To acquire, hold, lease, sell, transfer immoveables, lands and buildings required for carrying on such business and the operations and undertakings above mentioned ; to construct, establish, purchase, lease or otherwise acquire, hold and operate mills, factories or other installations for the purpose of manufacturing and making the articles hereinabove mentioned or any of them and any other known objects ; to do and execute any acts incidental to such business ; to sell, transfer or dispose of the said mills, factories and installations in any other manner ;

To make application for to purchase or otherwise acquire copyrights, trade marks, licenses, concessions or other conferring an exclusive, non-exclusive or limited right for the use of any secret or other information capable of being made use of for the purposes of the company, or for the acquisition of what may seem directly or indirectly advantageous to the company ; to make use of, use, develop, grant permits relating in any manner to the rights and privileges thus acquired ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking or of any part of same in consideration for what the company may deem suitable and particularly dispose of shares, debentures or other securities in any company similar to the present in its object, in whole or in part ;

To take moveable property as security for any debt due to the company, mortgages on the property of the debtors of the company, generally any immoveable and moveable property of the debtors of the company as security for their debts ;

To acquire and hold shares and other securities in any company, sell and dispose of same in any manner ;

To issue fully paid up shares as the purchase price for any moveable or immoveable, right of reproduction of patents, the shares that the company may acquire in other companies ;

To acquire from any person, firm or corporation any business of a similar nature or incidental or

ou susceptible d'être conduite avec celle-ci, ou toute partie de ce commerce, et émettre des actions entièrement libérées ou des obligations de la compagnie en paiement total ou partiel du prix d'achat d'icelles ;

Exercer tous les pouvoirs nécessaires, soit comme principal, soit comme agents pour d'autres, à commission, par partage dans les bénéfices ou autrement, sous le nom de "Compagnie Commerciale et Industrielle de Montréal", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

1639-18-2

C.-J. SIMARD,

capable of being conducted with the latter, or any part of such business, and issue fully paid up shares or bonds of the company in total or part payment for the purchase price of same ;

To exercise all the necessary powers either as principal or agent, on commission, sharing of profits or otherwise, under the name of "Compagnie Commerciale et Industrielle de Montréal", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of April, 1919.

C.-J. SIMARD,

1640-18-2

Assistant Provincial Secretary.

"Hotel Equipment and Supply Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'avril 1919, constituant en corporation Edouard Girard, bourgeois ; Hector St-Aubin, voyageur de commerce ; Jacques-M. Marcotte, comptable ; J.-F. Perreault, avocat ; Eustache Baril, agent, tous de Montréal, dans les buts suivants :

D'acheter, vendre, transiger et aliéner meubles et immeubles concernant le commerce d'hôtels, restaurants, salles à dîner et maisons de pension ; d'acheter et vendre tout ce qui est nécessaire pour l'organisation, l'installation et l'exploitation des susdites maisons d'affaires, hôtels, restaurants, salles à dîner et maisons de pension ; d'acheter et vendre tous droits de patentes et brevets concernant le nettoyage, lavage, la désinfection et la protection contre le feu desdites telles susdites places d'affaires, et de manufacturer et confectionner les objets ainsi patentés ou brevetés ; d'acheter et vendre des licences de ces mêmes places d'affaires et de négocier en général toutes transactions, tant mobilières qu'immobilières, que les susdites maisons d'affaires font dans le cours de leurs opérations ; d'acheter et vendre le fonds de commerce, objets, outils, patentes et tout ce que possède actuellement la société, "Hotel and Supply Company", et de continuer le commerce de ladite société ; d'acheter, vendre, transiger et aliéner, dans le cours des opérations de la Cie "Hotel Equipment and Supply Company, Limited", toutes propriétés mobilières et immobilières appartenant ou pouvant appartenir à une ou des personnes, sociétés, les compagnies faisant affaires dans les objets ou choses concernant l'installation, l'équipement, le commerce et les opérations commerciales d'hôtels, de restaurants, de salles à dîner et de maisons de pension. Tous les objets de ladite compagnie "Hotel Equipment and Supply Company, Limited" étant de négocier, transiger et commercer sur tout ce qui est nécessaire, utile et utilisable pour les hôtels, restaurants, salles à dîner et maisons de pension ; d'en manufacturer et confectionner, et de faire à volonté l'exploitation des susdites telles places d'affaires, sous le nom de "Hotel Equipment and Supply Company, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

"Hotel Equipment and Supply Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of April, 1919, incorporating MM. Edouard Girard, bourgeois ; Hector St-Aubin, commercial traveller ; Jacques-M. Marcotte, accountant ; J.-F. Perreault, advocate ; Eustache Baril, agent, all of Montreal, for the following purposes :

To purchase, sell, deal in and alienate moveables and immovables relating to the hotel business, restaurants, dining halls and boarding houses ; to purchase and sell anything necessary for the organization, installation and operation of the aforesaid business houses, hotels, restaurants, dining halls and boarding houses ; to purchase and sell any patent rights and patents respecting cleaning, washing, disinfection and protection against fire of the said such aforesaid places of business, and manufacture and make the objects thus patented or copyrighted ; to purchase and sell the licenses of these same places of business and generally transact any business both in moveables and immovables that the aforesaid business houses do in the course of their operations ; to purchase and sell the stock in trade, objects, equipment, patents and everything the "Hotel and Supply Company" actually possesses, and continue the business of the said firm ; to purchase, sell, deal in and alienate, in the course of the operations of the "Hotel Equipment and Supply Company, Limited", any moveable and immovable property belonging or that may belong to one or more persons, firms and companies carrying on business in the objects or things respecting the installation, equipment, business and commercial operations of hotels, restaurants, dining halls and boarding houses. All the objects of the said "Hotel Equipment and Supply Company, Limited", being to negotiate, transact and deal in anything necessary, useful and that may be made use of for hotels, restaurants, dining halls and boarding houses ; to manufacture and make same and carry on at will the operations of such aforesaid places of business, under the name of "Hotel Equipment and Supply Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'avril 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
1641—18-2 C.-J. SIMARD.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1919.

C.-J. SIMARD,
1642—18-2 Assistant Provincial Secretary.

"Carrier, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour d'avril 1919, constituant en corporation L.-Auguste Carrier, marchand, Angéline Hamel Carrier, Georges Lamothe, voyageur de commerce, Québec; T.-E. Charest, comptable, Lévis; Raoul Gravel, comptable, Saint-Romuald, dans les buts suivants :

Faire en gros le commerce d'épicerie, denrées alimentaires et denrées coloniales de toutes sortes, et le commerce général de tous effets et marchandises de quelque nature que ce soit, et exercer et exploiter toute industrie pour la préparation et la fabrication des dits effets et marchandises ;

Importer, exporter, fabriquer, produire, acheter, échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant aux dits commerces et industries, ainsi que toutes matières premières qui peuvent y être requises ou s'y rattacher ;

Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et de commerçants en semblables matières ;

Acquérir et continuer le commerce exercé et l'entreprise actuellement exploitée par Louis-Auguste Carrier, de la cité de Québec, faisant affaires en la cité de Lévis, sous le nom de "A. Carrier & Fils"; en conséquence faire l'acquisition en tout ou en partie des biens mobiliers et immobiliers leur appartenant, y compris l'achalandage, les marques de commerce, le stock, les marchandises, les livres, contrats, droits, créances, valeurs et dettes actives, en se chargeant de leurs obligations et dettes passives en actions libérées de la compagnie ou autrement, ou partie en actions et partie autrement ; de telle sorte que la compagnie, dès qu'elle aura fait cette acquisition, soit de plein droit subrogée dans tous les droits de ladite société "A. Carrier & Fils", pour le recouvrement de leur créance et pour toutes autres fins, sans qu'il soit besoin de transport, de signification, ni d'enregistrement ;

Accepter, passer, exploiter, louer, échanger, vendre, aliéner les propriétés mobilières et immobilières utiles à l'entreprise de la compagnie, ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement, et accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes ; vendre, acquérir, détenir, échanger, vendre et aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, dans le cours de son commerce et dans l'exploitation de son entreprise ;

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, des entreprises, la concession réciproque ou coopération, avec toutes personnes, compagnies, corporations ou associations engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant ;

Acquérir, posséder, vendre, céder des actions, obligations, bons, débetures, ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou un commerce de même nature ou s'y rattachant ;

"Carrier, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1919, incorporating L.-Auguste Carrier, merchant, Angeline Hamel Carrier, Georges Lamothe, commercial traveller, Quebec; T.-E. Charest, accountant, Lévis; Raoul Gravel, accountant, Saint Romuald, for the following purposes :

To carry on the wholesale business of groceries, foodstuffs and colonial goods of every kind, and deal generally in any goods and merchandise of every nature whatsoever, and carry on and operate any industry for the preparation and manufacture of the said goods and merchandise ;

To import, export, manufacture, produce, purchase, sell and exchange any products, merchandise, articles and effects relating to the said businesses, and also any raw material that may be required or attached thereto ;

To act as agents for manufacturers, producers and dealers in similar goods ;

To acquire and continue the business carried on and the undertaking as presently operated by Louis-Auguste Carrier, of the city of Quebec, carrying on business in the city of Lévis, under the name of "A. Carrier & Fils"; and therefore acquire the moveable and immoveable property belonging to them, including the goodwill, stock merchandise, books, contracts, rights, claims, securities and assets, take over their obligations and liabilities and pay for the whole with paid up shares of the company or otherwise or partly in shares and partly otherwise, so that the company, when it shall acquire the said undertaking, be of right surrogated in all the rights of the said firm of "A. Carrier & Fils", for the recovery of their claims and for any other purposes, without the necessity of transfer, notice or registration ;

To accept, hold, exploit, lease, exchange, sell and alienate moveable and immoveable property useful for its undertaking or to recover claims, or to facilitate and assure the recovery thereof ; to accept and receive immoveables and hypothecs in payment or security for existing debts ; and take, acquire, hold, exchange, sell and alienate property of every nature, real or personal, in the course of its business and in the operation of its undertaking ;

To enter into any agreement and make any arrangement for the sharing of profits, union of interests, undertakings, reciprocal concession or cooperation with any persons, companies, corporations or associations engaged in or about to engage in any business or industry that this company is authorized to carry on, in any undertaking useful to the realization of the objects of the present company or connected therewith ;

To acquire, hold, sell, convey the shares, bonds debentures or other securities of any other company or corporation carrying on any business or industry of a like nature or connected therewith ;

Employer ses fonds en tout ou en partie pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs, personnelles ou réelles, obligations, bons, débentures, actions, hypothèques ou autres garanties, de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables ;

Emprunter des deniers et en garantir le paiement par bons, débentures, hypothèques ou autrement ;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés avec ceux mentionnés ci-dessus, sous le nom de "Carrier, limitée", avec un capital social de deux cent mille piastres (\$200,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
1547-17-2 C.-J. SIMARD.

To employ its funds in whole or in part for the purchase of the shares of other companies or corporations, invest them in all kinds of securities, personal or real, bonds, debentures, shares, hypothecs or other securities, in the manner and on the conditions that may be deemed suitable ;

To borrow money and guarantee the payment thereof by bonds, debentures, hypothecs or otherwise ;

To do all and everything relating to the undertaking of the company, the exercise of its business and the realization of its objects, and exercise any industry and any business susceptible of being exercised with those hereabove mentioned under the name of "Carrier, limitée", with a capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into two thousand (2000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Lévis, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1919.

C.-J. SIMARD.
1548-17-2 Assistant Provincial Secretary.

"The National Jewellers, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'avril 1919, constituant en corporation I. Popliger, Thomas-M. Tansey, avocats ; Clara Popliger, sténographe, William Astrof, agent d'assurances, et Alc. Derochers, huissier, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de la joaillerie de toute espèce, ainsi que de toutes les sortes de bijoux ;

Acheter, vendre, manufacturer et généralement trafiquer de lingots d'or et d'argent, du cuivre, de l'airain, du bronze, des diamants ainsi que de tous et d'aucunes des autres objets qui se rattachent au commerce de la joaillerie ;

Acquérir par achat, louage ou autrement des immeubles, fabriques et toutes les espèces de machines nécessaires au négoce de la compagnie, et les payer en numéraire ou partiellement en numéraire et partiellement en actions libérées de la corporation ou avec toute autre considération que la compagnie jugera avantageuse, et les vendre, les nantir, donner en gage, grever ou autrement en disposer pour les fins de la corporation ;

Faire toutes les choses et assumer toutes les obligations qui sont nécessaires et se rattachent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "The National Jewellers, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
1549-17-2 C.-J. SIMARD.

"The National Jewellers, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1919, incorporating I. Popliger, Thomas-M. Tansey, advocates ; Clara Popliger, stenographer ; William Astrof, insurance agent, and Alc. Derochers, bailiff, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell and deal in jewellery of all kinds, and all other kinds of ornaments ;

To buy, sell, manufacture and generally deal in gold and silver bullion, copper, brass, bronze, diamonds and any and all other goods pertaining to the jewellery trade ;

To acquire by purchase, lease or otherwise,

real estate, manufactories and all kinds of machinery necessary for the business of the company and to pay for same in cash or partly cash and partly by fully paid up shares of the company and for such other consideration as may seem expedient to the company and to sell, pledge, give in security, hypothecate or otherwise dispose of same for the purposes of the company ;

To do any and all things and contract any and all obligations that are necessary and incidental to the attainment of the objects of the company, under the name of "The National Jewellers, Limited", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1919.

C.-J. SIMARD,
1550-17-2 Assistant Provincial Secretary.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

COPY du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 24 avril 1919, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 26 avril 1919, concernant l'annexion de certains territoires pour les fins de la Loi électorale de Québec.

COPY of a report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated the 24th April, 1919, approved by the Lieutenant-Governor, on the 26th April, 1919, respecting the annexation of certain territories for the purposes of the Quebec Election Act.

L'honorable premier ministre, dans un mémoire en date du 23 avril (1919), recommande au lieutenant-gouverneur en Conseil de se prévaloir des pouvoirs que lui confère l'article 192a des Statuts refondus, 1909, et en conséquence d'annexer, pour les fins de la Loi électorale de Québec, à la municipalité de la paroisse de Saint-Edouard-de-Fabre, située dans le district électoral de Témiscaming, le canton Gendreau, situé dans le même district.

The Honourable the Prime Minister, in a memorandum dated the 23rd April, (1919), recommends to the Lieutenant-Governor in Council, acting under the provisions of article 192 a of the Revised Statutes, 1909, to annex, for the purposes of the Quebec Election Act, to the municipality of the parish of Saint-Edouard-du-Fabre, situate in the electoral district of Temiscaming, the township of Gendreau, situate in the same district.

(Certifié),

Le greffier du Conseil exécutif,
1633 A. MORISSET.

(Certified),

— A. MORISSET,
1634 Clerk of the Executive Council.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

Québec, 23 avril 1919.

Québec, 23rd April, 1919.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Barnabé, comté de Saint-Hyacinthe, les lots Nos 170 et 204 du rang Saint-Amable-Nord ; les lots 236 à 281 du rang Saint-Amable-Sud ; 76 à 105, inclusivement, du rang Michaudville du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Barnabé, et de former de tous ces territoires une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Barnabé", et l'autre partie devant être désignée sous le nom de "Paroisse de Saint-Barnabé". 1599

The Superintendent gives notice that application has been made to him for to detach from the school municipality of Saint-Barnabé, county of Saint-Hyacinthe, the lots Nos. 170 and 204 of the Saint-Amable-North range ; the lots 236 to 281 of the Saint-Amable-South range ; 76 to 105, inclusively, of the Michaudville range of the official cadastre of the parish of Saint-Barnabé, and to form out of all the said territories a separate school municipality under the name of "Village of Saint-Barnabé", and the other part to the designated under the name of "Parish of Saint-Barnabé". 1600

Département du trésor

Treasury Department

Avis d'admission de permis et d'enregistrement de société charitable.

Notice of issue of license and registration of a charitable association.

Avis est par le présent donné que la "Federation of Jewish Philanthropies of Montreal" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable, conformément à la loi des assurances de Québec et pour les fins mentionnées dans la loi 6 Geo. V, chapitre 101 (1ère session 1916).

Notice is hereby given that the "Federation of Jewish Philanthropies of Montreal" has been licensed and registered as a charitable association pursuant to the Quebec Insurance Act and for the purposes mentioned in Act 6 Geo. V, chapter 101 (1st session, 1916).

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-troisième jour d'avril 1919.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty third day of April, 1919.

Le surintendant des assurances,
EDW.-E. DUCKWORTH.

EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of insurance.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1603—17-2

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 1604—17-2

Avis d'émission de permis et d'enregistrement de société charitable.

Notice of issue of license and registration to a charitable association.

Avis est par le présent donné que la "Royal Highlanders C. E. F. Officers Association" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable dans le but : 1. (a) De favoriser les officiers et soldats du "Royal High-

Notice is hereby given that the "Royal Highlanders C. E. F. Officers Association" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes : 1. (a) To further the interests of returned officers and men of the "Royal High-

landers of Canada" de retour, et ceux qui en dépendent par des conseils et des avis, par l'assistance financière et en leur trouvant un emploi convenable ; (b) D'assister et de prendre soin des familles de ceux qui sont tombés ; (c) D'exercer une influence dans les progrès des objets pour lesquels la guerre a été faite. 2. (a) A toutes et aucune de ces fins, de prélever des fonds, solliciter, recevoir et percevoir des souscriptions et donations de ses membres honoraires, de ses membres et du public, telles donations comprenant tout ce qui peut être utilement employé par la société pour accomplir son travail. La société par l'intermédiaire de son bureau de direction, peut acquérir et posséder par achat, donation, legs ou autrement, et posséder pour son usage, des propriétés mobilières et aussi des propriétés immobilières dans cette province pour un montant n'excédant pas en valeur annuelle de dix mille dollars (\$10,000.00). Elle peut vendre et aliéner telles propriétés et en acquérir d'autres à leur place ; (b) Généralement de faire tous autres actes et démarches propres à atteindre lesdites fins ou l'une quelconque d'icelles,—tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil en date du dix-neuvième jour de mars 1919.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour d'avril 1919.

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 1605—17-2

landers of Canada" and their dependents, by counsels, and advice, by financial assistance and by finding them suitable employment ; (b) To assist and care for the families of those who have fallen ; (c) To exercise influence in the furtherance of the objects for which the war was fought. 2. (a) For these objects or any of them, to raise funds, solicit, collect and receive subscriptions or donations from its honorary members, members or from the public, such donations to include anything that can be usefully employed by the association in carrying on its work. The association, through the board of directors, may acquire and take by purchase, donation, bequest or otherwise, and hold for its use, moveable property and also immoveable property in this Province, not exceeding in annual value the sum of ten thousand dollars (\$10,000.00). It may sell and alienate such property and may acquire other property in lieu thereof ; (b) Generally to do all such other acts or things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them,—as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council, dated of the nineteenth day of March, 1919.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty fourth day of April, 1919.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 1606—17-2

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Adjutor Pouliot, gérant, avenue Raymond, Beauport, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société agricole du district de Québec", avec sa principale place d'affaires dans la ville de Québec.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 29 avril 1919.

Le ministre de l'agriculture,

1653

JOS.-ED CARON.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Vaudreuil, sous le nom de "Syndicat d'élevage de l'Ile-Perrot", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-l'Ile-Perrot, dans le comté de Vaudreuil.

Québec, le 30 avril 1919.

Le ministre de l'agriculture,

1655

JOS.-ED CARON.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Adjutor Pouliot, manager, Raymond avenue, Beauport, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société agricole du district de Québec", with its chief place of business in the town of Québec.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 29th April, 1919.

JOS.-ED CARON,

1654

Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a stock breeding syndicate has been constituted in the county of Vaudreuil, under the name of "Syndicat d'élevage de l'Ile-Perrot", with its principal place of business in the municipality of the parish of Sainte-Jeanne-de-l'Ile-Perrot, in the county of Vaudreuil.

Quebec, 30th April, 1919.

JOS.-ED. CARON,

1656

Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dame Leah Kleiman, épouse commune en biens de M. Goldstein, dûment autorisée à ester en justice, de Montréal, demanderesse; vs M. Goldstein, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 19^{ème} jour de mars 1919.

L'avocat de la demanderesse,

JOS.-A. BUDYK.

Montréal, 22 avril 1919. 1609—18-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dame Rebecca Pinsky, épouse commune en biens de Bennie Iankevitch, dûment autorisée à ester en justice, de Montréal, demanderesse; vs Bennie Iankevitch, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 15^{ème} jour d'avril 1919.

L'avocat de la demanderesse,

JOS.-A. BUDYK.

Montréal, 22 avril 1919. 1611—18-5

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, Cour supérieure, No 6627. Dame Alma St. Onge, épouse commune en biens de Thomas Voisine, de la paroisse de Sainte-Rose-du-Déglé, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Thomas Voisine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17 mars 1919.

Le procureur de la demanderesse,

LEO BERUBE.

Rivière-du-Loup, 25 avril 1919. 1615—18-5

Province de Québec, district de Montréal, No 2320. Cour supérieure. Dame Marie-Antoinette Lavigne, des cité et district de Montréal, épouse de Joseph-Raoul Groulx, du même endroit, comptable, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph-Raoul Groulx, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 avril 1919.

Le procureur de la demanderesse,

ARMAND MATHIEU.

Montréal, 28 avril 1919. 1623—18-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4621. Dame Gote Cokil, épouse séparée de biens de Moses Tokar, vitrier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Moses Tokar, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans la présente cause le 29 janvier 1919, à Montréal.

Le procureur de la demanderesse,

1679—18-5 J.-N. DECARIE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2910. Dame Alice Revau, épouse commune en biens de Arthur Devroede, commerçant, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Arthur Devroede, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,

J.-WILFRID PILON.

Montréal, 17 février 1919. 1573—17-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. Dame Leah Kleiman, wife common as to property of M. Goldstein, duly authorized to *ester en justice*, of Montreal, plaintiff; vs M. Goldstein, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 19th day of March, 1919.

JOS.-A. BUDYK,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd April, 1919. 1610—18-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. Dame Rebecca Pinsky, wife common as to property of Bennie Iankevitch, duly authorized to *ester en justice*, of Montreal, plaintiff; vs Bennie Iankevitch, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 15th day of April, 1919.

JOS.-A. BUDYK,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd April, 1919. 1612—18-5

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court, No. 6627. Dame Alma St. Onge, wife common as to property of Thomas Voisine, of the parish of Sainte-Rose-du-Déglé, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Thomas Voisine, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 17th March, 1919.

LEO BERUBE,

Attorney for plaintiff.

Rivière-du-Loup, 25th April, 1919. 1616—18-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2320. Superior Court. Dame Marie-Antoinette Lavigne, of the city and district of Montreal, wife of Joseph-Raoul Groulx, of the same place, accountant, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-Raoul Groulx, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 28th of April, 1919.

ARMAND MATHIEU,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th April, 1919. 1624—18-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4621. Dame Gote Cokil, wife separate as to property of Moses Tokar, glazer, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Moses Tokar, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted herein on the 29th of January, 1919, at Montreal.

J.-N. DECARIE,

Attorney for plaintiff.

1680—18-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2910. Dame Alice Revau, wife common as to property of Arthur Devroede, trader, of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Arthur Devroede, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, on this day, against the defendant.

J.-WILFRID PILON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th February, 1919. 1574—17-5

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 1154. Dame Claire Evelyn-Dufresne Beemer, épouse commune en biens du major J.-B. Peters, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit J.-B. Peters, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 7 avril 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
GALIPEAULT, ST. LAURENT, GAGNE,
METAYER & DEVLIN.
Québec, 7 avril 1919. 1417—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1309. Dame Liba Chessin, épouse commune en biens de Samuel Bernstein, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Samuel Bernstein, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
I. POPLIGER.
Montréal, 5 avril 1919. 1463—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4845. Dame Eva Laurier, dûment autorisée et épouse commune en biens de William-Albert L'Heureux alias Learo, taxidermiste, tous deux de Montréal, demanderesse ; vs le dit William Albert L'Heureux alias Learo, défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
J.-H. MIGNERON.
Montréal, 10 avril 1919. 1491—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3085. Dame Tillie Greenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alexander Ofner, tailleur, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Alexander Ofner, tailleur, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 24 mars 1919.

Le procureur de la demanderesse,
MICHAEL GARBER.
1379—15-5

District de Rimouski, Cour supérieure. No 6188. Dame Marie-Luce Lavoie, épouse de J.-Apollinaire Castonguay, de la paroisse du Lac-au-Saumon, ancien marchand et boulanger, dûment autorisée a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les procureurs de la demanderesse,
ASSELIN & ASSELIN.
Rimouski, 17 mars 1919. 1295—14-5

Province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 447. Dame Rose-Anna Rancourt, épouse commune en biens de Philéas Goulet, journalier, de Daquam station, district de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Philéas Goulet, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 29ème jour de mars 1919.

Le procureur de la demanderesse,
MAURICE ROUSSEAU.
1333—14-5

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 1154. Dame Claire Evelyn-Dufresne Beemer, wife common as to property of major J.-B. Peters, of the city of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said major J.-B. Peters, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on this 7th of April, 1919.

GALIPEAULT, ST. LAURENT, GAGNE,
METAYER & DEVLIN,
Solicitors for plaintiff.
Quebec, 7th April, 1919. 1418—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1309. Dame Liba Chessin, wife common as to property of Samuel Bernstein, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Samuel Bernstein, defendant.

An action in separation as to property has been issued against the defendant.

I. POPLIGER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 5th April, 1919. 1464—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4845. Dme Eva Laurier, wife duly authorized and in community as to property of William-Albert L'Heureux alias Learo, taxidermist, both of Montreal, plaintiff ; vs the said William-Albert L'Heureux alias Learo, defendant.

The plaintiff has instituted against the defend- and an action in separation as to property in this cause.

J.-H. MIGNERON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 10th April 1919. 1492—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3085. Tillie Greenberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alexander Ofner, tailor, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Alexander Ofner, tailor, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 24th of March, 1919.

MICHAEL GARBER,
Attorney for plaintiff.
1380—15-5

District of Rimouski. Superior Court. No. 6188. Dame Marie-Luce Lavoie, wife of J.-Apollinaire Castonguay, of the parish of Lac-au-Saumon, formerly merchant and baker, duly authorized has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

ASSELIN & ASSELIN,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 17th March, 1919. 1296—14-5

Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 447. Dame Rose-Anna Rancourt, wife common as to property of Philéas Goulet, laborer, of Daquam station, district of Montmagny, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Philéas Goulet, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 29th March, 1919.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for the plaintiff.
1334—14-5

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district d'Iberville. Cour supérieure. No. 64. Dame Florentine Brosseau, épouse commune en biens de Joseph-Auguste Bonenfant, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Rémi, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Auguste Bonenfant, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le 14 avril 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

BEAUBIEN & LAMARCHE.

Saint-Jean, 25 avril 1919. 1613—18-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4901. Dame Adrienne-Louise Couchaux, épouse commune en biens de Victor Boisseau, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Victor Boisseau, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 27 mars 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

PERRAULT & RAYMOND,

Montréal, 2 avril 1919. 1297—14-5

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 64. Dame Florentine Brosseau, wife common as to property of Joseph-Auguste Bonenfant, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-Auguste Bonenfant, defendant.

An action in separation as to bed and board and as to property has been issued in this cause against the defendant, on the 14th of April, 1919.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Attorneys for plaintiff.

Saint Johns, 25th April, 1919. 1614—18-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4901. Dame Adrienne-Louise Couchaux, wife common as to property of Victor Boisseau, both of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Victor Boisseau, defendant.

An action for separation from bed and board and as to property has been instituted in this cause on the 27th March, 1919.

PERRAULT & RAYMOND,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd April, 1919. 1298—14-5

Avis divers

Avis est par les présentes donné que, en vertu d'un ordre en Conseil portant le No 522, approuvé par le lieutenant-gouverneur en date du 17 avril 1919, la requête de la "Compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu" demandant de se servir de la traduction anglaise de son nom "Equitable Mutual Fire Insurance Company" a été accordée, et que dorénavant cette compagnie sera connue sous les noms "Compagnie Equitable d'Assurance mutuelle contre le feu" et "Equitable Mutual Fire Insurance Company" en anglais.

Donné à Montréal, ce 21^{ème} jour d'avril 1919.

Le président,

Dr GEO.-E. MIGNAULT.

Le secrétaire,

1659 F. GAUTHIER.

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, in virtue of an Order in Council bearing No. 522, approved by the Lieutenant-Governor on the 17th day of April, 1919, the petition of the "Compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu" for authority to use a translation of its name in English "Equitable Mutual Fire Insurance Company" has been granted and henceforth the said company shall be known under the name "Equitable Mutual Fire Insurance Company" and "Compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu".

Given at Montreal, this 21st day of April, 1919.

Dr GEO.-E. MIGNAULT,

President.

F. GAUTHIER,

1660 Secretary.

Compagnie autorisée à faire des opérations

La Compagnie "Dillon Crucible Alloys, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. J.-S. Chadburn, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 30 avril 1919. 1683

Company authorized to do business

The company "Dillon Crucible Alloys, Limited" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. J.-S. Chadburn, of Montreal.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Québec, 30th April, 1919. 1684

ERRATA

Dans le résumé du greffier de la couronne en chancellerie, page 1003, dans l'extra du 28 avril 1919, lire : "Joliette... 178 votes négatifs ; Kamouraska... 967 votes négatifs", au lieu de : "Joliette... 967 votes négatifs ; Kamouraska... 178 votes négatifs". 1625

ERRATA

In the summary of the Clerk of the Crown in Chancery, page 1003, in the Extra of the 28th April, 1919, read : "Joliette... 178 negative votes ; Kamouraska... 967 negative votes", instead of : "Joliette... 967 negative votes ; Kamouraska... 178 negative votes". 1626

Faillite—avis de

In re : Noé Viau, épiciier, Hull, Qué.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé, et que le dividende sera payable aux créanciers, à mon bureau, le ou après le 12 mai 1919.

Le curateur,

J.-E. COUTURE.

200 Principale.

Hull, 23 avril 1919.

1617

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. Dans l'affaire de P.-Solfrid Dubord, 384 rue Centre, Montréal, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en date du 11^{ème} jour d'avril 1919, par un ordre de la Cour supérieure, nous avons été nommés curateurs aux biens du susnommé.

Les réclamations, dûment assermentées, doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

TURCOTTE & MERRILL.

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

1619

Re : Cyrille Falardeau, de Québec, tanneur, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 20 mai 1919, et sera payable à notre bureau le ou après le 21 mai 1919.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne.

(Edifice Bossé).

Québec, 29 avril 1919.

1657

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, No 128. Cour supérieure. *In re* : Jacques Courteau, Nicolet, insolvable.

Avis est par le présent donné que le 24^{ème} jour d'avril 1919, ledit Jacques Courteau a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

Le gardien provisoire,

HENRI BISSON.

Bureau : Edifice Banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 30 avril 1919.

1661

Bankrupt Notices

In re : Noé Viau, grocer, Hull, Que.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and that a dividend will be declared to creditors, payable at my office, on and after the 12th of May, 1919.

J.-E. COUTURE.

Curator.

200 Main.

Hull, 23rd April, 1919.

1618

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. In the matter of : P.-Solfrid Dubord, 384 Centre street, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the Superior Court, dated the 11th April, 1919, we were appointed curators to the above named estate.

Claims, duly attested, must be filed with us within thirty days from this date.

TURCOTTE & MERRILL.

97 Saint James street, Montreal.

1620

Re : Cyrille Falardeau, of Quebec, leather merchant, insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend has been prepared in this matter and will be subject to objection until May 20th, 1919, and will be payable on or after 21st May, 1919.

LEFAIVRE & GAGNON.

Joint curators.

Offices : 147 Mountain Hill,

(Bossé building).

Quebec, 29th April, 1919.

1658

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers. No. 128. Superior Court. *In re* : Jacques Courteau, Nicolet, insolvent.

Notice is hereby given that on the 24th day of April, 1919, the said Jacques Courteau has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Three Rivers, according to law.

HENRI BISSON,

Provisional guardian.

Office : Hochelaga Bank building.

Three Rivers, 30th April, 1919.

1662

Minutes de notaire

Québec, 14 avril 1919.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil par M. Joseph-Elzéar Galarneau, notaire, pratiquant et demeurant à Montréal, par laquelle il demande le

Notarial minutes

Quebec, 14th April, 1919.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Joseph-Elzéar Galarneau, notary, practising and residing at Montreal, for the transfer to him, of the minutes, repertory and index of the

transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu Azarie Choquet, en son vivant notaire, pratiquant aussi à Montréal.

Le sous-secrétaire de la province, C.-J. SIMARD, 1470-16-5 Assistant Provincial Secretary.

Québec, 28 mars 1919.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Adéodat Chauret, notaire, de la paroisse de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu Joseph-Adolphe Chauret, en son vivant notaire, de ladite paroisse de Sainte-Geneviève, et de feu Ovide Leclair, en son vivant notaire, de la cité de Montréal, et de feu Hyacinthe Brunet, en son vivant notaire, de ladite paroisse de Sainte-Geneviève.

Le sous-secrétaire de la province, C.-J. SIMARD, 1276-14-5 Assistant Provincial Secretary.

Québec, 3 avril 1919.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Eugène Boucher, notaire, pratiquant et demeurant en la ville de Trois-Pistoles, comté de Temiscouata, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de M. Joseph-Mathias Michaud, notaire, du même lieu, qui a cessé volontairement de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire de la province, C.-J. SIMARD, 1331-14-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 28th March, 1919.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Adeodat Chauret, notary, of the parish of Sainte Geneviève, county of Jacques-Cartier, for the transfer, to him, of the minutes, repertory and index of the late Joseph-Adolphe Chauret, in his lifetime notary of said parish of Sainte Geneviève, and of the late Ovide Leclair, in his lifetime notary, of Montreal, and of the late Hyacinthe Brunet, in his lifetime notary, of said parish of Sainte Geneviève.

C. J. SIMARD, 1276-14-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 3rd April, 1919.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Eugène Boucher, notary, practicing and residing in the town of Trois-Pistoles, county of Temiscouata, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Joseph-Mathias Michaud, notary, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as such.

C.-J. SIMARD, 1332-14-5 Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

AVIS PUBLIC

Des soumissions écrites sont demandées et seront reçues par la ville de Dorion (comté de Vaudreuil) pour la vente des bons ou débetures suivants qui seront émis en vertu de son règlement No 71, passé le 27 mars 1919, pour un montant de \$66,500.00 dont \$63,500.00 seront appliquées au paiement et au rachat des bons échus le premier février 1919, émis en vertu des règlements Nos 48 et 62 de ladite ville, et \$3,000.00 seront appliquées pour autres fins autorisées par ledit règlement No 71. Lesdits bons ou débetures seront datés le 1er mai 1919, portant intérêt au taux de cinq et demi pour cent (5½%) l'an, payable semi-annuellement les 1er mai et novembre de chaque année, et seront payables au porteur, en capital et intérêt, au bureau-chef de la Banque Provinciale du Canada, à Montréal, et à toutes ses succursales dans la Puissance du Canada.

Lesdits bons ou débetures comprendront une série de 110 de \$100. chacun, et une série de 111 de \$500. chacun, remboursables dans une période de 24 ans (1920 à 1944) par annuités d'environ \$5,000, capital et intérêt compris, suivant tableau érit audit règlement.

Les soumissions devront être adressées sous pli, cachetées, à M. J.-B.-A. Favreau, sec.-trés. de la ville de Dorion, Vaudreuil, P. Q. et seront prises en considération à la séance publique du conseil de ladite municipalité le 21 mai 1919, à 7½ hrs P. M., au lieu ordinaire des sessions.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Tenders

PUBLIC NOTICE.

Written tenders will be received by the town of Dorion, (county of Vaudreuil) for the sale of the following bonds or debentures to be issued under by-law No. 71, passed on the 27th March, 1919, amounting to \$66,500.00, of which amount \$63,500.00 shall be applied to the purchase and redemption of the bonds matured on the first of February, 1919, issued under by-laws Nos. 48 and 62 of said town, and \$3,000.00 to be applied for other purposes authorized by said by-law No. 71. The said bonds or debentures to be dated the 1st May, 1919, bearing interest at the rate of five and a half per cent (5½%) per annum, payable semi-annually on the first May and November of every year, and shall be payable to bearer, in capital and interest, at the head office of the Banque Provinciale du Canada, at Montreal, and at its branches in the Dominion of Canada.

The said bonds or debentures shall consist of one serie of 110 of \$100. each, and one serie of 111 of \$500 each, redeemable in 24 years (1920 to 1944) by annuities of about \$5,000, capital and interest included, as per written schedule attached to said by-law.

These sealed tenders must be addressed to Mr. J.-B.-A. Favreau, sec.-treas. of the town of Dorion, Vaudreuil, P. Q., and shall be considered at the public sitting of the council of said municipality on the 21st May, 1919, at 7½ P.M. at the customary meeting place.

Every tender to be accompanied with an accepted cheque equal to 1% of the amount

l'emprunt ; après examen des soumissions les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur seront remis sans délai ; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison.

La ville de Dorion ne s'engage à accepter aucune soumission.

Fait et daté en la ville de Dorion, ce vingt-huit avril mil neuf cent dix-neuf.

La corporation de la ville de Dorion,

Par le secrétaire-trésorier,

1663 J.-B.-A. FAVREAU.

of the loan ; after the opening of the tenders, the cheques deposited by the tenderers whose tenders are not accepted shall be handed back to them without delay ; that of the tenderer whose offer is accepted shall be handed back to him after the execution of the contract.

Every tender shall specify whether the price offered does or does not include the interests accrued on the bonds at the time of their delivery.

The town of Dorion does not bind itself to accept any tender.

Made and dated in the town of Dorion, this twenty eighth April, one thousand nine hundred and nineteen.

The corporation of the town of Dorion, per

J.-B.-A. FAVREAU,

1664 Secretary-treasurer.

MUNICIPALITÉ DE SAINTE-HEDWIDGE

SOUMISSIONS

Des soumissions cachetées adressées à Isidore Belleau, secrétaire-trésorier de la municipalité de Sainte-Hedwidge, seront reçues jusqu'à lundi, le 19 mai 1919, à midi, pour l'achat d'une émission de débentures de cette municipalité au montant de \$4,500.00, payable dans cinq ans du premier novembre 1918, au taux d'intérêt de 6% par an payable semi-annuellement.

Cette émission est autorisée par un règlement portant le No 28 dûment approuvé suivant la loi.

Un chèque égal à un pour cent du montant de cette émission fait à l'ordre de "La municipalité de Sainte-Hedwidge" et accepté par une banque à charte devra accompagner chaque soumission.

Par ordre,

Le secrétaire-trésorier de la municipalité de

Sainte-Hedwidge,

ISIDORE BELLEAU.

Sainte-Hedwidge, 3 mai 1919. 1677

MUNICIPALITY OF SAINTE-HEDWIDGE

TENDERS.

Scaled tenders addressed to Isidore Belleau, secretary treasurer of Sainte-Hedwidge, P. Q., will be received up to Monday, 19th May, 1919, at noon, for the purpose of an issue of bonds of this municipality for \$4,500.00, payable in 5 years from 1st November, 1918, at the rate of 6% payable semi-annually.

The above issue is authorized under by-law No. 28 duly approved according to law.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque on a chartered bank payable to the order of "The Municipality of Sainte-Hedwidge" for an amount equal to one per cent of the above issue.

By order,

ISIDORE BELLEAU,

Sec.-treas.

Sainte-Hedwidge, 3rd May, 1919. 1678

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 19 avril 1919, dans une cause dans laquelle Robert Keenahan, télégraphiste, des cité et district de Montréal est demandeur ; et Pierre Soucy, de Saint-Pascal, district de Kamouraska, Raphael Soucy, d'Actonvale, district de Saint-Hyacinthe, Euphémie Soucy, épouse de Maxime Cyr, tous deux de Saint-David, et celui-ci pour autoriser sa dite épouse aux présentes, John Soucy, de Van Buren, René Soucy, de Lewiston, Alexandre Soucy, de Waterville, Jane Soucy, épouse de David Roy, tous deux de Waterville, et celui-ci pour autoriser son épouse, aux présentes, Emma Soucy, épouse d'Edouard Bougie, tous deux de Waterville, et celui-ci pour autoriser son épouse aux présentes, Ada Soucy, épouse de Remy Morrin, tous deux d'Augusta, et celui-ci pour autoriser son épouse aux présentes, Denis Soucy, d'Augusta, Eugénie Soucy, épouse de Thomas Campeau, tous deux de Lewiston, et celui-ci pour autoriser son épouse aux présentes, tous de l'état du Maine, l'un des états-unis d'Amérique, Annie Soucy, en religion sœur Saint-Raymond, de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne, Dalvas Soucy, de Burlington, état du Vermont, l'un des états-unis d'Amérique, Michel Soucy, de Grand'Isle, de l'état du Maine, l'un des états-unis d'Amérique, Arthé-

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Montreal.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 19th April, 1919, in a cause in which Robert Keenahan, telegraphist, of the city and district of Montreal, is plaintiff ; and Pierre Soucy, of Saint Pascal, district of Kamouraska, Raphael Soucy, of Actonvale, district of Saint Hyacinthe, Euphémie Soucy, wife of Maxime Cyr, both of Saint-David, and the latter in order to authorize his said wife to these presents, John Soucy, of Van Buren, René Soucy, of Lewiston, Alexandre Soucy, of Waterville, Jane Soucy, wife of David Roy, both of Waterville, and the latter in order to authorize his said wife to these presents, Emma Soucy, wife of Edouard Bougie, both of Waterville, and the latter in order to authorize his said wife to these presents, Ada Soucy, wife of Remy Morrin, both of Augusta, and the latter in order to authorize his said wife to these presents, Denis Soucy, of Augusta, Eugénie Soucy, wife of Thomas Campeau, both of Lewiston, and the latter in order to authorize his said wife to these presents, all of the State of Maine, one of the United states of America, Annie Soucy, being a nun known as Sister Saint Raymond, of Sainte-Thérèse, district of Terrebonne, Dalvas Soucy, of Burlington, state of Vermont, one of the united states of America, Michel Soucy, of Grand'Isle of the

mise Soucy, épouse d'Amable Bérubé, tous deux de Scowegan, état du Maine, et celui-ci pour autoriser son épouse aux présentes, Emile Paradis et Arthur Paradis, tous deux des cité et district de Montréal, Alphonsine Paradis, veuve de Pierre Beauffety, d'Asbestos, district de Saint-François, David Marquis, de Presqu'Île, dit état du Maine, Alphonsine Marquis, épouse de Célestin Charette, tous deux de Woonsocket, état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, celui-ci pour autoriser son épouse aux présentes, Leda Soucy, épouse de Philippe Dancause, tous deux de Saint-Pascal, district de Kamouraska, et celui-ci pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Joseph Soucy, de Concord, état du New-Hampshire, l'un des états-unis d'Amérique, Félix Michaud, de Tacoma, état de Washington, l'un des états-unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, à savoir :

Deux lots de terre ayant front sur la rue Wellington, dans le village de Verdun, et connus et désignés sous le numéro six de la subdivision du lot numéro quatre mille quatre cent cinquante-sept (4457-6), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et le numéro six de la subdivision du lot numéro quatre mille quatre cent cinquante-huit (4458-6), des mêmes plan et livre de renvoi contenant trente pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec tous les droits et servitudes y attachées.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1919, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi, heure de Montréal, soit neuf heures et demie de l'avant-midi, heure légale, cour tenante, dans l'une des salles d'audience du palais de justice à Montréal, qui sera alors indiquée, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge et à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Les procureurs du demandeur,
MONTY & DURANLEAU.

Montréal, 22 avril 1919. 1559—17-2

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

state of Maine, one of the united states of America, Arthémise Soucy, wife of Amable Bérubé, both of Scowegan, of the state of Maine, and the latter to authorize his said wife to these presents, Emile Paradis and Arthur Paradis, both of the city and district of Montreal, Alphonsine Paradis, widow of late Pierre Beauffety, of Asbestos, district of Saint Francis, David Marquis, of Presqu'Île, in the said state of Maine, Alphonsine Marquis, wife of Célestin Charette, both of Woonsocket, state of Massachusetts, one of the united states of America, and the latter to authorize his said wife to these presents, Alphena Marquis, wife of Alphonse Charette, both of Blackstone, in the said state of Massachusetts, and the latter in order to authorize his said wife to these presents, Leda Soucy, wife of Philippe Dancause, both of Saint-Pascal, district of Kamouraska, and the latter in order to authorized his said wife to these presents, Joseph Soucy, of Concord, in the state of New-Hampshire, one of the united states of America, Félix Michaud, of Tacoma, state of Washington, one of the united states of America, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

Two lots of land fronting on Wellington street, in the village of Verdun and known and designated as being number six of the subdivision of lot number four thousand four hundred and fifty seven (4457-6), on the plan and book of reference of the parish of Montreal, and number six of subdivision of lot number four thousand four hundred and fifty eight (4458-6), on the same plan and book of reference containing thirty feet in front by one hundred feet in depth, English measure and more or less, with all the rights and servitudes thereto attached.

The said immoveables will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY EIGHTH day of MAY, 1919, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, time of the city of Montreal and half past nine of the clock in the forenoon, legal time, sitting the Court, in one of the Court rooms of the Court House of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd April, 1919. 1560—17-2

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MANDAT DE CURATEURS

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } J. A. PEPIN, failli,
No 15. } J.-A. TURCOTTE
& MERRILL, curateurs et LA CORPORATION DE VICTORIAVILLE, requérante.

Comme appartenant audit failli :

1. Un emplacement situé à Victoriaville, au sud-est de la rue Saint-François, de la contenance de cinquante pieds de front sur soixante pieds de profondeur ; borné en front à la rue Saint-François, au nord-ouest à une rue projetée sous le nom de Romulus, en arrière et de l'autre côté au surplus du terrain d'Eugène Fournier ou représentants, connu et désigné comme étant partie des lots Nos 81, 80 et 79 de la subdivision du lot No 369, aux plan et livre de renvoi officiels de la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire—avec une maison dessus construite ;

2. Un certain nombre de lots situés à Victoriaville, au parc Taschereau, étant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant les lots Nos 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 251, 293, 7 et 8 de la subdivision du lot No 97, et aussi partie des lots Nos 9, 10 et 11 de ladite subdivision ; la partie desdits lots Nos 9, 10 et 11, ayant 50 pieds de front sur l'avenue Côté sur 56 pieds de profondeur, ayant 2800 pieds de superficie, le tout plus ou moins ; borné en front au sud-ouest à l'avenue Côté, au sud-est à l'autre partie du lot No 11 par une ligne parallèle à la ligne de division des lots Nos 10 et 11, passant à 11 pieds au sud-est d'icelle, au côté nord-est à Arthabaska Motor Car Coy ou représentants, au côté nord-ouest partie au lot No 7 et partie No 8.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire (Victoriaville), le QUATORZIEME jour de MAI 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 7 avril 1919. 1369—15-2
[Première publication, 12 avril 1919.]

BEAUCE

Cour supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } JEAN-BAPTISTE LA-
No 306. } CROIX, demandeur ;
contre MARCEL MATHIEU, défendeur.

Le lot numéro vingt et un (21) du cinquième rang du canton Langevin, cadastre officiel, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Dorchester, le TREIZIEME jour de MAI prochain (1919), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Bureau du shérif.

Saint-Joseph, Beauce, 7 avril 1919. 1355—15-2
[Première publication, 12 avril 1919.]

WARRANT OF THE CURATORS

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } J. A. PEPIN, insol-
No 15. } J.-A. vent and TUR-
COTTE & MERRILL, curators and THE CORPORATION OF VICTORIAVILLE, petitioner.

As belonging to said insolvent :

1. An emplacement situated at Victoriaville, on the south east side of Saint Francis street, containing 50 feet in front by 60 feet in depth ; bounded in front by said Saint Francis street, on the north west side by a projected street under the name of "Romulus", in rear and on the other side by the surplus of the land belonging to Eugène Fournier or representatives, known and designated as being a part of lots Nos. 81, 80 and 79 of the subdivision of lot No. 369, of the official plan and book of reference of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire—with a house thereon erected ;

2. A certain number of lots situated at Victoriaville, at Taschereau's park, known and designated upon the official plan and book of reference of the part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire, as being the lots Nos. 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 251, 293, 7 and 8 of the subdivision of lot 97, and also part of lots Nos. 9, 10 et 11 of said subdivision the part of said lots Nos. 9, 10 and 11, having 50 feet front on Côté avenue by 56 feet in depth containing 2800 feet in superficies, more or less ; bounded in fronts on the south west side by Côté avenue, on the south east side by the other part of lot No. 11 by a line parallel to the division line of the lots Nos. 10 and 11, distant of 11 feet on the south each side of the same, on the north east side by Arthabaska Motor Car Co or representatives, on the north west side part by lot No. 7 and part by No. 8.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Victoire (Victoriaville), on the FOURTEENTH day of MAY, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 7th April, 1919. 1370—15-2
[First publication, 12th April, 1919.]

BEAUCE

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } JEAN-BAPTISTE LA-
No 306. } CROIX, plaintiff ; against
MARCEL MATHIEU, defendant.

The lot number twenty one (21) of the fifth range of the township Langevin, official cadastre, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Cyprien-de-Dorchester, on the THIRTEENTH day of MAY next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Sheriff's office.

Saint Joseph, Beauce, 7th April, 1919. 1356—15-2
[First publication, 12th April, 1919.]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Province de Québec, } D^{ME} ARCELIA
District de Bedford, } DAIGNEAULT
No 242. ET VIR, demandeurs ; vs
JOSEPH-H. MARCOUX, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

1. Le lopin de terre situé au village de Sainte-Prudentienne, dans le district de Bedford, connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit village de Sainte-Prudentienne comme étant le lot cadastral numéro deux-six (2-6), suivant sa contenance—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent ;

2. Le lopin de terre situé au village de Sainte-Prudentienne, dans le district de Bedford, connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit village de Sainte-Prudentienne comme étant le lot cadastral numéro trois C (3c), suivant sa contenance—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent ;

Conformément à un jugement de l'hon. juge P.-G. Martineau, rendu le 3 avril 1919; les deux lots de terre susdécrits seront vendus "en bloc", comme un tout, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Prudentienne, dans le village de Sainte-Prudentienne, district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif.

Sweetsburg, 8 avril 1919. 1373—15-2
Première publication, 12 avril 1919.]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Province of Quebec, } D^{AME} ARCELIA
District of Bedford, } DAIGNEAULT
No. 242. ET VIR, plaintiffs ; vs
JOSEPH-H. MARCOUX, defendant.

Taken in execution as belonging to the said defendant :

1. That certain piece of land situated in the village of Sainte-Prudentienne, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said village of Sainte-Prudentienne as cadastral lot number two-six (2-6), containing what it may—with all improvements thereon erected and made ;

2. That certain piece of land situated in the village of Sainte-Prudentienne, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said village of Sainte-Prudentienne as cadastral lot number three C (3c), containing what it may—with all improvements thereon erected and made.

Pursuant to a judgment of the Hon. Mr. Justice P.-G. Martineau, rendered on the 3rd of April, 1919; the above described two lots of land will be sold "en bloc", together as a whole, at the parochial church door of the parish of Sainte-Prudentienne, at the village of Sainte-Prudentienne, district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of MAY next, 1919, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

C.-B. JAMESON,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sweetsburg, 8th April, 1919. 1374—15-2
[First publication, 12th April, 1919.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.
Province de Québec, } L^A BANQUE D'HOCHELAGA, demanderesse ; vs JOSEPH
District de Joliette, } DUCHARME, défendeur.
No 8314. Joliette, à savoir :

1. Les lots numéros quarante-sept et quarante-huit (47 et 48) du rang B, dans le canton Brassard, dans la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, connus et désignés au cadastre officiel de ladite paroisse et contenant cent quatorze acres en superficie—avec bâtisses ;

2. Les lots numéros soixante-six et soixante-sept (66 et 67) du 1er rang sud du canton Provost, connus et désignés au susdit cadastre de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, contenant deux cent soixante et un acres en superficie—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Michel-des-Saints, MERCREDI, le QUATRE de JUIN, mil neuf cent dix-neuf, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

Joliette, 29 avril 1919. 1647—18-2
[Première publication, 3 mai 1919.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
Province of Quebec, } L^A BANQUE D'HOCHELAGA, plain-tiff ; vs JOSEPH DU-
District of Joliette, } CHARME, defendant.
No. 8314. Joliette, to wit :

1. The lots numbers forty seven and forty eight (47 and 48) of range B, in the township of Brassard, in the parish of Saint-Michel-des-Saints, of the official cadastre of said parish and containing one hundred and fourteen acres in superficies—with the buildings thereon ;

2. The lots numbers sixty six and sixty seven (66 and 67) of the 1st south range of the township of Provost, of the said official cadastre of the parish of Saint-Michel-des-Saints, containing two hundred and sixty one acres in superficies—with the buildings thereon.

To be sold at the church door of Saint-Michel-des-Saints, on WEDNESDAY, the FOURTH of JUNE, one thousand nine hundred and nineteen, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Joliette, 29th April, 1919. 1648—18-2
[First publication, 3rd May, 1919.]

MONTREAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES DERYNCK,
No 3720. } demandeur ; contre
ONESIME MASSICOTTE, défendeur.

Un lot de terre, dans la cité de Montréal, faisant partie du lot connu sous le numéro neuf cent quatre-vingt-dix (990) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, commençant à un point sur la rue Saint-Laurent, sur la ligne de séparation des lots 989 et 990 dudit plan officiel, et dans une direction nord-est, une distance de 143 pieds 1 dixième jusqu'à la rue Saint-Dominique ; de là le long de la rue Saint-Dominique dans une direction nord-ouest, 23 pieds et 8 dixièmes ; de là en projection sur la rue Saint-Dominique, dans une direction nord-est, une distance de 3 pieds et 8 dixièmes ; de là le long de la rue Saint-Dominique, dans une direction nord-ouest, une distance de 44 pieds et 6 dixièmes ; de là dans une direction sud-ouest, une distance de 147 pieds et 6 dixièmes jusqu'à un autre point situé sur la rue Saint-Laurent ; de là le long de la rue Saint-Laurent, dans une direction sud-est, une distance de 64 pieds jusqu'au point de départ.

Ledit lot est borné en front vers le sud-ouest par la rue Saint-Laurent, en arrière au nord-est par la rue Saint-Dominique, d'un côté au sud-est par le lot No 989, et de l'autre côté au nord-ouest par une autre partie dudit lot No 990—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 29 avril 1919.

1737—18-2

[Première publication, 3 mai 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ANDRE-NAPOLEON
No 439. } CHICOINE, de-
mandeur ; vs ISIDORE CHAYER, défendeur.

Un lot de terre situé à Tétraultville, sur la rue Joffre, connu et désigné sous le numéro de subdivision huit cent trente-un (831) du lot originaire numéro quatre cent (400) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 avril 1919.

1669—18-2

[Première publication, 3 mai 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CITE DE MONT-
No 4516. } REAL, corps politi-
que et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, deman-
deresse ; contre JOSEPH-ARTHUR GODIN, défendeur.

1. Un lot de terre borné en front par le boulevard Saint-Laurent, étant la subdivision numéro vingt (20) du lot numéro soixante et un (61) sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre, dans la cité de Montréal ;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES DERYNCK,
No. 3720. } plaintiff ; against
ONESIME MASSICOTTE, defendant.

A lot of land in the city of Montreal, forming part of the lot known by the number nine hundred and ninety (990) of the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, beginning at a point situated on Saint Lawrence street, on the division line between lots Nos 989 and 990 of said official plan, and in north-easterly direction, a distance of 143 feet 1 tenth to Saint-Dominique street ; thence along Saint-Dominique street in a north-westerly direction, 23 feet and 8 tenths ; thence projecting in Saint-Dominique street, in a north-easterly direction, a distance of 3 feet and 8 tenths ; thence along Saint-Dominique street, in a north-westerly direction, a distance of 44 feet and 6 tenths ; thence in a south-westerly direction, a distance of 147 feet and 6 tenths to another point situated on Saint Lawrence street ; thence along Saint Lawrence street, in a south-easterly direction, a distance of 64 feet to the point of beginning.

The said lot is bounded in front towards the southwest by Saint Lawrence street, in rear, towards the north-east by Saint-Dominique street, on one side, towards the south-east, by the lot No. 989, and on the other side, towards the north-west, by another portion of said lot No. 990—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 29th April, 1919.

1738—18-2

[First publication, 3rd May, 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ANDRE-NAPOLEON
No. 439. } CHICOINE, plain-
tiff ; vs ISIDORE CHAYER, defendant.

A lot of land situate at Tétraultville, on Joffre street, known and designated under the subdivision number eight hundred and thirty one (831) of the primitive lot number four hundred (400) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 30th April, 1919.

1670—18-2

[First publication, 3rd May, 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CITY OF MON-
No. 4516. } TREAL, a body politic
and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ;
against JOSEPH-ARTHUR GODIN, defendant.

1. That certain lot of land fronting on Saint Lawrence boulevard, being the subdivision number twenty (20) of lot number sixty one (61) on the official plan and book of reference of Centre ward, in the city of Montreal ;

2. Un lot de terre borné en front par la rue Notre-Dame-Ouest, étant la subdivision numéro vingt et un (21) du lot numéro soixante et un (61) sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre, dans la cité de Montréal ;

3. Un lot de terre borné en front par la rue Saint-Paul-Ouest, étant la subdivision numéro trois (3) du lot numéro trente-neuf (39) sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre, dans la cité de Montréal ;

4. Un lot de terre borné en front par la rue Saint-Paul-Est, étant la subdivision numéro un (1) du lot numéro trente-neuf (39) sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre, dans la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 29 avril 1919. 1643—18-2
[Première publication, 3 mai 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : J. -A. LAFERTE, demandeur ; contre HORMISDAS CHAUVETTE, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-4) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant dix-sept cent cinquante pieds en superficie mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par la rue Berri—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 avril 1919. 1671—18-2
[Première publication, 3 mai 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : PHILIPPE-HENRI LESAGE, demandeur ; vs THEOPHILE HUET dit DULUDE, défendeur.

Un lot de terre contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné sous le numéro cent quarante-trois de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix (No 490-143) sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec maison à deux étages de quatre logements et autres bâtisses y érigées, portant les Nos civiques 3523, 3525, 3527 et 3529 de la rue Saint-André, cité de Montréal, avec aussi droit de passage dans la ruelle en arrière dudit lot de terre.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 30 avril 1919. 1673—18-2
[Première publication, 3 mai 1919.]

2. That other lot of land fronting on Notre-Dame street West, being the subdivision number twenty one (21) of lot number sixty one (61) on the official plan and book of reference of Centre ward, in the city of Montreal ;

3. That other lot of land fronting on Saint-Paul street West, being the subdivision number three (3) of lot number thirty nine (39) on the official plan and book of reference of Centre ward, in the city of Montreal ;

4. That other lot of land fronting on Saint-Paul street East, being the subdivision number one (1) of lot number thirty nine (39) on the official plan and book of reference of Centre ward, in the city of Montreal ;

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 29th April, 1919. 1644—18-2
[First publication, 3rd May, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : J. A. LAFERTE, plaintiff ; against HORMISDAS CHAUVETTE, defendant.

A lot of land known and designated under the number four of the official subdivision of the lot number two thousand six hundred and forty three (2643-4) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, in the county of Jacques-Cartier, containing seventeen hundred and fifty feet in area, English measurement, more or less, and bounded in front by Berri street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 30th April, 1919. 1672—18-2
[First publication, 3rd May, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : PHILIPPE-HENRI LESAGE, plaintiff ; vs THEOPHILE HUET dit DULUDE, defendant.

A lot of land containing twenty five feet in width by seventy feet in depth, English measurement, more or less, known and designated under the number one hundred and forty three of the official subdivision of the lot number four hundred and ninety (No. 490-143) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with a two story house of four dwellings and other buildings erected thereon, bearing the civic Nos. 3523, 3525, 3527 and 3529 of Saint Andrew street, city of Montreal, with also right of way in the lane at the rear of the said lot of land.

As the whole actually is with the active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 30th April, 1919. 1674—18-2
[First publication, 3rd May, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FON-**
No 2025. } **CIER FRANCO-**

CANADIEN, une corporation légalement constituée, ayant le principal bureau de ses affaires en les cité et district de Montréal, demandeur ; contre **NAPOLÉON PAQUET**, du même lieu, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro douze (12) de la subdivision officielle du lot originaire onze cent quatre-vingt-quatorze (No 1194-12), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans les ruelles portant les Nos 22, 7 et 37 desdits plan et livre de renvoi officiels et avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 29 avril 1919.

1645—18-2

[Première publication, 3 mai 1919.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **MONTREAL TRUST**
No 172. } **COMPANY**, cura-

trice aux biens d'**AMABLE LALLEMAND**, failli ; et **CITE DE WESTMOUNT**, requérante.

L'immeuble situé dans la cité de Westmount, ayant front sur la rue Sherbrooke, et connue comme étant le lot de subdivision No 32 de la subdivision No 1 du lot 374, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal ; borné en front au sud-est par la rue Sherbrooke, en arrière au nord-ouest par une ruelle, d'une côté au nord-est par la subdivision No 31 du lot de subdivision No 1 du lot 374, et de l'autre côté au sud-ouest par la subdivision No 33 de ladite subdivision No 1 du lot 374.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 9 avril 1919.

1391—15-2

[Première publication, 12 avril 1919.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **MONTREAL TRUST**
No 172. } **COMPANY**, cura-

teur aux biens de **Amable Lallemand**, failli ; et **THE MONTREAL MATERNITY**, créancière requérante.

Un emplacement de la ville de Saint-Lambert, étant la partie sud-est de la subdivision numéro trente-quatre du lot originaire numéro deux cent cinquante-cinq (pte S.-E. de 34-255), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, étant la propriété connue sous le nom de **Sydney Lodge**, mesurant ledit emplacement environ soixante et dix pieds de largeur par cent cinquante de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, tel qu'actuellement enclos et bâti ; borné en front par l'avenue **Victoria**, en arrière par la subdivision 33, au nord-ouest par **H. Laurencelle** ou représentants, et au sud-est par la subdivision 31 appartenant à

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **THE CREDIT FON-**
No 2025. } **CIER FRANCO-**

CANADIEN, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; against **NAPOLÉON PAQUET**, of the same place, defendant.

That certain lot of land fronting on Saint-Hubert street, in the city of Montreal, known and designated under the number twelve (12) of the official subdivision of original lot eleven hundred and ninety four (No. 1194-12), of the official plan and book of reference of Saint James ward with a right of way in common with those having rights therein in the lanes bearing the Nos. 22, 7 and 37 of said official plan and book of reference together with the buildings thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 29th April, 1919.

1646—18-2

[First publication, 3rd May, 1919.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **MONTREAL TRUST**
No 172. } **COMPANY**, curator to

the property of **AMABLE LALLEMAND**, insolvent ; and **CITY OF WESTMOUNT**, petitioner.

The immoveable situate in the city of Westmount, fronting on Sherbrooke street, and known as subdivision lot No. 32 of subdivision No. 1 of lot 374, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal ; bounded in front to the south-east by Sherbrooke street, in rear to the north west, by a lane on one side to the north east by subdivision No. 31 of subdivision lot No. 1 of lot 374, and on the other side to the south west by subdivision No. 33 of said subdivision No. 1 of lot 374.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th April, 1919.

1392—15-2

[First publication, 12th April, 1919.]

CURATOR'S MANDATE.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **MONTREAL TRUST**
No 172. } **COMPANY**, curator

to the property of **Amable Lallemand**, insolvent, and **THE MONTREAL MATERNITY**, creditor petitioning.

An emplacement in the town of Saint-Lambert, being the south east portion of subdivision number thirty four of original lot number two hundred and fifty five (255-S. E. Pt. 34), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, being the property known as **Sydney Lodge**, containing said emplacement about seventy feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measure and more or less, as now enclosed and built upon ; bounded in front by **Victoria avenue**, in rear by subdivision 33, to the north west by **H. Laurencelle** or representatives, and to the south east by subdivision 31 belonging to **N.**

N. Trudeau ou représentants, oins la partie d'icelui vendue à la ville de Saint-Lambert pour élargir l'avenue Victoria, mesurant, le long de l'avenue Victoria, soixante-huit pieds par une profondeur de quatre pieds et huit-dixièmes d'un pied dans sa limite sud-est, trois pieds et sept-dixièmes d'un pied dans sa limite nord-ouest, par acte de vente passé devant E. Désaulniers, notaire, le quatorzième jour d'octobre mil neuf cent quinze, enregistré sous le numéro 46897—avec la maison, la boutique et les autres bâties dessus construites; ladite maison portant le numéro civique 235 de l'avenue Victoria.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 9 avril 1919. 1395—15-2
[First publication, 12th April, 1919.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **FRANÇOIS-REGIS**
No 37. } **VINET et PIERRE-**
HENRI DUFRESNE, curateurs aux biens de Louis Beaudry, failli.

Deux emplacements ayant front sur l'avenue Outremont, au coin nord ouest de la rue Van Horne, de la cité d'Outremont, et mesurant chacun trente pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, étant les subdivisions cinq cent dix et cinq cent onze du lot originaire numéro trente-cinq (35-510 et 511), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de -MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 9 avril 1919. 1393—15-2
[Première publication 12 avril, 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME CLARA SMI-**
No 518. } **THERS**, veuve de

feu Robert-Stanley Bagg, partie aux présentes pour elle-même et en sa qualité de légataire universelle en usufruit de la succession et des biens de sondit époux; **DAME EVELYN ST. CLAIR-STANLEY BAGG**, femme séparée de biens de Huntley-Ward Davis, architecte, autorisée aux présentes par sondit époux aussi partie; **DAME GWENDOLYN-STANLEY BAGG**, épouse séparée de biens de Frederick-E. Smith, banquier, par son dit mari autorisée aux présentes, et **HAROLD FORTESCUE-STANLEY BAGG**, tous de la cité et du district de Montréal, demandeurs; contre **LES HERITIERS** de feu William-C. Ball, en son vivant de la cité et du district de Montréal, courtier en immeubles, décédé au cours des derniers six mois, actuellement entre les mains de L.-A. Bédard, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu William-C. Ball, défendeurs.

1. Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis comme étant les

Trudeau or representatives, less the portion thereof sold to the town of Saint-Lambert for the widening of Victoria avenue, measuring, along Victoria avenue, sixty eight feet by a depth of four feet and eight tenths of a foot in its south east line and three feet and seven tenths of a foot in its north west line under deed of sale executed before E. Desaulniers, notary, on the fourteenth day of October, nineteen hundred and fifteen, registered under the number 46897—with the house, shop and other buildings thereon erected; the said house bearing the civic number 235 Victoria avenue.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th April, 1919. 1396—15-2
[First publication, 12th April, 1919.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **FRANÇOIS-REGIS**
No. 37. } **VINET and PIERRE-**
HENRI DUFRESNE, curators to the property of Louis Beaudry, insolvent.

Two emplacements fronting on Outremont avenue, on the northwest corner of Van Horne street, of the city of Outremont, and each measuring thirty feet in width by one hundred feet in depth, English measurement and more or less, being the subdivisions five hundred and ten and five hundred and eleven of the primitive lot number thirty five (35-510 and 511), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th April, 1919. 1394—15-2
[First publication, 12th April, 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME CLARA SMI-**
No. 518. } **THERS**, widow of the

late Robert-Stanley Bagg, herein acting both personally and in her quality of sole universal usufructuary legatee of the succession and estate of her said late husband; **DAME EVELYN-ST. CLAIR-STANLEY BAGG**, wife separate as to property of Huntley-Ward Davis, architect, by her said husband hereto present, hereunto duly authorized; **DAME GWENDOLYN-STANLEY BAGG**, wife separate as to property of Frederick-E. Smith, banker, by her said husband hereto present hereunto, duly authorized, and **HAROLD-FORTESCUE-STANLEY BAGG**, all of the city and district of Montreal, plaintiffs; against **THE HEIRS** of the late William-C. Ball, in his lifetime of the city and district of Montreal, real estate broker, deceased within the last six months now in the hands of L.-A. Bédard, of the city and district of Montreal, in his quality of curator to the vacant estate of late William-C. Ball, defendants.

1. The lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, as

lots de subdivision numéros deux cent soixante-treize, deux cent soixante-quatorze et deux cent soixante-quinze du lot originaire numéro 11 (14-273, 274 et 275), moins les parties affectées à l'élargissement du boulevard Saint-Laurent, et mesurant maintenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quatorze de profondeur, mesure anglaise, et ayant front sur la rue Saint-Laurent;

2. Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis comme étant les lots de subdivision numéros deux cent cinquante-quatre et deux cent cinquante-cinq du lot originaire numéro onze (11-254 et 255), moins les parties affectées à l'élargissement du boulevard Saint-Laurent, et mesurant actuellement vingt-quatre pieds de largeur par soixante-quatorze de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, et ayant front sur la rue Saint-Laurent.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 9 avril 1919.

1397—15-2

[Première publication, 12 avril 1919.]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Nicolet, à savoir : } **G** LASSFORD BROS.
No 511. } **L**IMITED, Montréal,
demanderesse; vs J.-N. CHAPDELAINE, Nicolet, défendeur.

Un emplacement en la ville de Nicolet, sur le côté sud de la rue Signai, faisant partie du lot de terre portant le numéro trois cent soixante (360) du cadastre officiel de la ville de Nicolet, mesurant, ledit emplacement, quarante-cinq (45) pieds de front sur quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur; borné en front par ladite rue, en arrière au représentant de Alexandre Bellerose, au sud-ouest à un nommé Guilbert, et au nord-est à une petite rue—avec les deux maisons et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, le QUATRIEME jour de JUIN 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-H.-O. HEBERT.

Bureau du shérif.

Nicolet, 26 avril 1919.

1621—18-2

[Première publication, 3 mai 1919.]

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir : } **T**HE TORONTO GENE-
No 4936. } **R**AL TRUSTS CORPO-
RATION, ES-QUAL.; contre JAMES-B. WAT-
SON, ES-QUAL., à savoir :

1. Le lopin de terre qui est la partie nord du lot numéro neuf (9) du quartier numéro un, de la cité de Hull, dans le comté de Hull (ci-devant comté de Wright et comté d'Ottawa), d'après

subdivision lots numbers two hundred and seventy-three, two hundred and seventy-four and two hundred and seventy five of the original lot number 11 (11-273, 274 & 275), less the portions taken for the widening of Saint Lawrence boulevard, and now measuring twenty-five feet in width by seventy-four feet in depth, English measure, more or less and fronting on Saint Lawrence street:

2. The lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis as subdivision lots numbers two hundred and fifty-four and two hundred and fifty five of the original lot number eleven (11-254 & 255), less the portions taken for the widening of Saint Lawrence boulevard and now measuring twenty four feet in depth, by seventy four in depth, English measure more or less, and fronting on Saint Lawrence street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th April, 1919.

1398—15-2

[First publication, 12th April, 1919.]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Nicolet, to wit: } **G** LASSFORD BROS.
No. 511. } **L**IMITED, Montreal,
plaintiff; vs J.-N. CHAPDELAINE, Nicolet, defendant.

An emplacement in the town of Nicolet, on the south side of Signai street, forming part of the lot of land bearing the number three hundred and sixty (360) of the official cadastre of the town of Nicolet, the said emplacement measuring forty five (45) feet in front by ninety (90) feet in depth; bounded in front by the said street, in the rear by the representative of Alexandre Bellerose, on the southwest by a party named Guilbert, and on the northeast by a little street—with the two houses and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, on the FOURTH day of JUNE, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-H.-O. HEBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Nicolet, 26th April, 1919.

1622—18-2

[First publication, 3rd May, 1919.]

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } **T**HE TORONTO GENERAL
No. 4936. } **T**RUSTS CORPORATION
ES-QUAL.; against JAMES-B. WATSON,
ES-QUAL., to wit :

1. That certain piece of land being the north part of lot number nine (9) in ward number one, of the city of Hull, in the county of Hull (formerly county of Wright and county of Ottawa), accord-

les plan et livre de renvoi officiels de ladite cité de Hull, mesurant quatre-vingt-dix acres d'étendue plus ou moins; borné au nord par le lot No six, à l'est par le lot No dix, les deux dans ledit quartier numéro un, à l'ouest par la ligne de séparation entre la cité de Hull et le canton de Hull, et au sud par le résidu dudit lot No neuf, appartenant à Sidney-A. Reed ou représentants—avec les circonstances et dépendances se rattachant audit lopin de terre;

2. Une lisière de terre faisant partie du lot No dix (10), dans le quartier numéro un de ladite cité de Hull, mesurant soixante-six pieds de largeur de l'est à l'ouest et quatre cent vingt pieds de profondeur du nord au sud; borné au sud par la route d'Aylmer, à l'ouest par partie du lot No neuf, dudit quartier numéro un, au nord et à l'ouest par le résidu dudit lot No dix.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Hull, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, le 30 avril 1919.

1681—18-2

[Première publication, 3 mai 1919.]

ing to the official plan and book of reference of said city of Hull, containing ninety acres in superficies, more or less; bounded on the north by lot No. six, on the east by lot No. ten, both in the said ward number one, on the west by the division line between the city of Hull and the township of Hull, and on the south by the remaining portion of said lot No. nine, belonging to Sidney-A. Reed, or representatives—together with the members and appurtenances to the said piece of land belonging;

2. A strip of land forming part of lot No. ten (10), in ward number one of the said city of Hull, containing sixty six feet in width from east to west and four hundred and twenty feet in depth from north to south; bounded on the south by the Aylmer road, on the west by part of lot No. nine, in said ward number one and on the north and west by the remainder of said lot No. ten.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 30th April, 1919.

1682—18-2

[First publication, 3rd May, 1919.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir: } LOUIS VAILLAN-
No 6299. } COURT, de la paroisse
de Saint-Henri-de-Lauzon, boulanger; contre
LOUIS DUMONT, fils, de la paroisse de Saint-
Louis-de-Pintendre.

Le lot No 8 (huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon, comté de Lévis, étant une terre située dans le vieux chemin de Saint-Henri-de-Lauzon et maintenant dans la paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLÉOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 1er mai 1919.

1693—18-2

[Première publication, 3 mai 1919.]

[Deuxième publication, 17 mai 1919.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } PHILEAS BERTHIAU-
No 1048. } ME, rentier, de la cité
de Québec; contre GEORGE LELIEVRE, de
la cité de Québec:

1. Le lot No 1887 (mille huit cent quatre-vingt-sept) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Saint-Valier, mesurant environ quarante-cinq pieds et neuf pouces de front sur soixante-cinq pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Une lisière du lot No 1888 (mille huit cent quatre-vingt-huit) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec; cette lisière mesurant environ dix-huit pouces de front sur la rue Saint-Valier, et à peu près deux pieds de large

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit: } LOUIS VAILLAN-
No. 6299. } COURT, of the parish
of Saint-Henri-de-Lauzon, baker; against
LOUIS DUMONT, JR., of the parish of Saint-
Louis-de-Pintendre.

The lot No. 8 (eight) of the official cadastre for the parish of Saint-Henri-de-Lauzon, county of Lévis, being a farm situate on the old road of Saint-Henri-de-Lauzon and now in the parish of Saint-Louis-de-Pintendre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Louis-de-Pintendre, county of Lévis, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLÉOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 1st May, 1919.

1694—18-2

[First publication, 3rd May, 1919.]

[Second publication, 17th May, 1919.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } PHILEAS BERTHIAUME,
No. 1048. } annuitant, of the city of
Quebec; against GEORGE LELIEVRE, of the
city of Quebec.

1. The lot No. 1887 (one thousand eight hundred and eighty seven) of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, now Saint-Roch ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Saint-Valier street, measuring about forty five feet and nine inches in front by sixty five feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. A strip of land forming part of lot No. 1888 (one thousand eight hundred and eighty eight) of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, now Saint-Roch ward, of the city of Quebec; said strip of land measuring about eighteen inches in front on Saint-Valier street, and about two feet

au bout de la profondeur du terrain, tel que le tout est actuellement.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 1er mai 1919.

1691—18-2

[Première publication, 3 mai 1919.]

[Deuxième publication, 17 mai 1919.]

in width at the rear end of said lot, as the whole now subsists.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 1st May, 1919.

1692—18-2

[Première publication, 3 mai 1919.]

[Second publication, 17th May, 1919.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } J.-ALFRED MAR-
No 6156. } J. CHETERRE ; vs
LUC CHOUINARD, savoir :

La moitié est du lot No cinquante-huit (58 p.), au cadastre officiel du quatrième rang du canton Awantjish ; bornée à l'ouest à Alphé Dumond, à l'est à Alphé Lefrançois—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, le QUATORZE de MAI 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif.

Rimouski, 9 avril 1919.

1385—15-2

[Première publication, 12 avril 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } J.-ALFRED MAR-
No. 6156. } J. CHETERRE ; vs
LUC CHOUINARD, to wit :

The east half of the lot No. fifty eight (58 p.), on the official cadastre of the fourth range of the township Awantjish ; bounded on the west by Alphé Dumond, on the east by Alphé Lefrançois—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec, on the FOURTEENTH of MAY, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,

Sheriff.

Sheriff's office.

Rimouski, 9th April, 1919.

1386—15-2

[First publication, 12th April, 1919.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } CURTIS-W. CHU-
No 227. } TE, cultiva-

teur, du canton Eaton, dans le district de Saint-François, demandeur ; contre GILBERT HEBERT, de Island Brook, canton Newport, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur :

Le lot numéro quinze "C" (15c), dans le cinquième rang du canton de Newport, district de Saint-François, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Cookshire, en la ville de Cookshire, MERCREDI, le QUATRIEME jour de JUIN 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,

ART. LAGUEUX.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 3 mai 1919.

1667—18-2

[Première publication, 3 mai 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint Francis, to wit : } CURTIS-W. CHUTE,
No. 227. } farmer, of the town-

ship of Eaton, in the district of Saint Francis, plaintiff ; against GILBERT HEBERT, of Island Brook, township of Newport, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the defendant :

The lot number fifteen "C" (15c), in the fifth range of the township of Newport, district of Saint-François, containing fifty acres of land, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of Cookshire, in the town of Cookshire, on WEDNESDAY, the FOURTH day of JUNE, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

ART. LAGUEUX,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 3rd May, 1919.

1668—18-2

[First publication, 3rd May, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } LA CITÉ DE
No 588. } SHERBROOKE,

corporation ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, demanderesse ; contre DAME CATHERINE WEIR, de Sherbrooke, district de Saint-François, veuve de feu William-Peter Richard, en son vivant du canton d'Orford ; dame

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint-François.

Saint Francis, to wit : } THE CITY OF SHER-
No. 588. } BROOKE, a cor-

poration having its principal place of business in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, plaintiff ; against DAME CATHERINE WEIR, of Sherbrooke, district of Saint Francis, widow of the late William Peter Richard, in his lifetime of Orford township ; Dame Suzan

Suzan M.-C. Richards, de la cité de Sherbrooke, épouse séparée de biens de Howard-M. Thompson, du même lieu, et ledit Howard-M. Thompson pour autoriser sadite épouse à ester en justice aux fins des présentes, défenderesse.

Saisi comme appartenant à ladite défenderesse:

Ces certains morceaux de terre situés sur la rue Elmwood, en la cité de Sherbrooke, connus et désignés comme étant les lots numéros huit cent trente-neuf (839) et huit cent quarante-trois (843), sur les plans de cadastre et livre de renvoi officiels pour le quartier nord de ladite cité de Sherbrooke—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec servitude sur le lot numéro huit cent quarante-et-un (841) du quartier nord de ladite cité de Sherbrooke, consistant en un droit de passage de dix pieds de large sur ledit lot 841 pour rejoindre le chemin Beckett.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, JEUDI, le CINQUIÈME jour de JUIN 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ART. LAGUEUX.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 3 mai 1919. 1665—18-2
[Première publication, 3 mai 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } AUGUSTIN
No 6. } PAYEUR, du
village de D'Israeli, dans le district de Saint-François, demandeur ; contre LUCIEN DES-
RUISSEAUX, du village de D'Israeli, dans le
district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

Les emplacements Nos vingt-neuf (29) et soixante-un (61) du village de D'Israeli, canton de Garthby, district de Saint-François.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce-de-D'Israeli, MARDI, le TREIZIÈME jour de MAI 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ART. LAGUEUX.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 12 avril 1919. 1387—15-2
[Première publication, 12 avril 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } THE SECURITIES
No 32. } AND DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED, corporation légale ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Calgary, dans la province de l'Alberta, demanderesse ; contre ALPHONSE GRONDIN, du canton Eaton, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

Le lopin de terre sis et situé dans le canton Eaton, connu aux plans et livre de renvoi du cadastre dudit canton Eaton comme étant une partie du lot quinze "A" (15a), dans le neuvième rang dudit canton, décrit comme suit : commençant au coin sud-ouest du lot quinze "D", de là vers le nord sur la ligne ouest dudit lot, 903 pieds, (15d), de là vers le nord-est en intersection avec la ligne est dudit lot à 198 pieds au sud du coin nord-est dudit lot borné au sud par la propriété de Dame Elizabeth-E. Ives, à l'est par partie du même lot possédée par Gédéon Bernard et partiellement par la ligne est dudit lot, au nord-ouest par la partie nord-ouest du même lot appartenant à la "Securities and Development

M. C. Richards, of the city of Sherbrooke, wife separated as to property of Howard M. Thompson, of the same place, and the said Howard M. Thompson, to authorize his said wife to ester en justice for the purposes hereof, defendants.

Seized as belonging to said defendant:

Those certain parcels of land situated on Elmwood street, in the city of Sherbrooke, known and designated as being the lots numbers eight hundred and thirty nine (839) and eight hundred and forty three (843), on the official cadastral plan and book of reference for the north ward of the city of Sherbrooke—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with a servitude on the lot number eight hundred and forty one (841) of the north ward of said city of Sherbrooke, consisting in a right of way of ten feet wide on said lot 841 to communicate with Beckett road.

To be sold at my office, at the court house, in the city of Sherbrooke, on THURSDAY, the FIFTH day of JUNE, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

ART. LAGUEUX,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 3rd May, 1919. 1666—18-2
[First publication, 3rd May, 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint-François.

Saint-François, to wit : } AUGUSTIN
No 6. } PAYEUR, of the village of D'Israeli, in the district of Saint-François, plaintiff ; against LUCIEN DES-
RUISSEAUX, of the village of D'Israeli, in the
district of Saint-François, defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

The emplacements Nos. twenty nine (29) and sixty one (61) of the village of D'Israeli, township of Garthby, district of Saint-François.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Luce-de-D'Israeli, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

ART. LAGUEUX,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 12th April, 1919. 1388—15-2
[First publication, 12th April, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint-François, to wit : } THE SECURITIES
No 32. } AND DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED, a body corporate and politic, having its principal office and place of business at Calgary, in the Province of Alberta, plaintiffs ; against ALPHONSE GRONDIN, of the township of Eaton, in the district of Saint-François, defendant.

Seized as belonging to said defendant :

That certain parcel of land lying and being situate in the township of Eaton, known on the cadastral plan and book of reference of said township as being part of lot fifteen "A" (15a), in the ninth range of the said township, described as follows : commencing at the south westerly corner of lot fifteen "D" (15d), thence running north in following the west line of the said lot, 903 feet, thence running north easterly in order to cut the east line of the said lot at 198 feet south of the north easterly corner of the said lot ; bounded to the south by the property of Mrs. Elizabeth-E. Ives, to the east part thereof by part of the same lot owned by Gédéon Bernard and partly by the east line of the said lot, on the

Co., Ltd.", et à l'ouest par la ligne ouest dudit lot, mesurant quatre-vingts acres d'étendue plus ou moins—avec les bâties dessus construites et faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille-de-Cookshire, MARDI, le TREIZIEME jour de MAI 1919, à TROIS heures de l'après-midi.

Le député-shérif,

ART. LAGUEUX.

Bureau du shérif,

Sherbrooke, 12 avril 1919. 1389—15-2
[Première publication, 12 avril 1919.]

north west by the north west part of the same lot belonging to the "Securities and Development Co., Ltd.", and on the west by the west line of the said lot, containing eighty acres in superficies more or less—together with the buildings thereon erected and made.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Camille-de-Cookshire, TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1919, at THREE o'clock in the afternoon.

ART. LAGUEUX,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 12th April, 1919. 1390—15-2
[First publication, 12th April, 1919.]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME ARLINE
No. 437. } FILTEAU ET
AL., demandeurs ; vs FRANÇOIS CAOINETTE, }
défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

1. Une terre sur le premier rang Price, connue sous le numéro deux (No 2) sur le plan de la seigneurie de Sainte-Anne, située partie en la paroisse de Sainte-Anne et partie en la paroisse de Saint-Prosper, contenant environ trois arpents de largeur sur environ vingt-trois arpents de profondeur ; bornée au sud-ouest au chemin Price, au nord-est à la rivière Charest, au nord-ouest au lot numéro trois (No 3) et au sud-est au lot numéro un (No 1)—avec bâties ; lequel lot comprend le lot numéro huit cent cinquante et un (No 851) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, et le lot numéro quatre cent soixante-six (No 466) de ceux de Saint-Prosper ;

2. Un lot de terre situé partie dans ladite paroisse de Saint-Prosper, et partie dans celle de Sainte-Anne, sur le premier rang Price, comprenant le lot connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-seize (No 596), des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Prosper, et le lot numéro huit cent soixante-quatre (No 864) de ceux de Sainte-Anne ;

3. La juste moitié nord-ouest du lot de terre numéro trois (No 3) du premier rang Price, désigné sur le plan de la seigneurie de Sainte-Anne et situé partie dans ladite paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, et partie dans celle de Saint-Prosper, étant le numéro huit cent cinquante-deux (No 852) du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, et quatre cent soixante-sept (No 467) du cadastre de Saint-Prosper, contenant en totalité trois arpents de largeur sur environ vingt-neuf arpents de profondeur ; bornée au sud-ouest à Maxime Caouette, au nord-est à la rivière Charest, au nord-ouest aux héritiers de Placide Gagnon, et au sud-est à Hubert Crotteau—avec grange y érigée.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain 1919, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOLIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 30 avril 1919. 1687—18-2
[Première publication, 3 mai 1919].

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME ARLINE FIL-
No. 437. } TEAU ET AL.,
plaintiffs ; vs FRANÇOIS CAOINETTE, defend-
ant.

As belonging to the said defendant, to wit :

1. A land on the first Price range, known under the number two (No. 2) on the plan of the seignory of Sainte-Anne, situate partly in the parish of Sainte-Anne and partly in the parish of Saint-Prosper, containing about three arpents in width by about twenty three arpents in depth ; bounded on the southwest by the Price road, on the northeast by the river Charest, on the northwest by the lot number three (No. 3) and on the southeast by the number one (No. 1)—with buildings ; which lot comprises the lot number eight hundred and fifty one (No. 851), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pérade, and the lot number four hundred and sixty six (No. 466) on those of Saint-Prosper ;

2. A lot of land partly situate in the said parish of Saint-Prosper, and partly in that of Sainte-Anne, in the first Price range, comprising the lot known and designated under the number five hundred and ninety six (No. 596), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Prosper, and the lot number eight hundred and sixty four (No. 864) on those of Sainte-Anne ;

3. The exact northwest half of the lot of land number three (No. 3) of the first Price range, designated on the plan of the seignory of Sainte-Anne and situate partly in the said parish of Sainte-Anne-de-la-Pérade, and partly in that of Saint-Prosper, being the number eight hundred and fifty two (No. 852) of the cadastre of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pérade, and four hundred and sixty seven (No. 467) of the cadastre of Saint-Prosper, containing in all three arpents in width by about twenty nine arpents in depth ; bounded on the southwest by Maxime Caouette, on the northeast by the river Charest, on the northwest by the heirs of Placide Gagnon, and on the southeast by Hubert Crotteau—with barn erected thereon ;

To be sold at the church door of the parish of Saint-Prosper, on the FIFTH day of JUNE next, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOLIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 30th April, 1919. 1688—18-2
[First publication, 3rd May, 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
 Trois-Rivières, à savoir:) **JOS. MILLER**, de-
 No 537.) mandeur; contre
FRANK BESASPERUS, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :
 Deux terrains ou emplacements situés en la ville de Shawinigan-Falls, connus et désignés sous les lots numéros quatre-vingt-un et quatre-vingt-deux de la subdivision du lot numéro quatorze cent quatre-vingt (No 1480) de la subdivision du lot originaire numéro six cent vingt-huit (No 628) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice (628-1480-81) et 628-1480-82).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, en la ville de Shawinigan-Falls, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain 1919, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 30 avril 1919. 1689—18-2
 [Première publication, 3 mai 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
 Three Rivers, to wit:) **JOS. MILLER**, plaintiff;
 No. 537.) vs **FRANK BESAS-**
PERUS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

Two lots of land or emplacements situate in the town of Shawinigan-Falls, known and designated under the lots numbers eighty one and eighty two of the subdivision of the lot number fourteen hundred and eighty (No. 1480) of the subdivision of the primitive lot number six hundred and twenty eight (No. 628) of the official cadastre of the parish of Sainte-Flore, in the county of Saint-Maurice (628-1480-81) and (628-1480-82).

To be sold at the church door of the parish of Saint-Pierre-de-Shawinigan, in the town of Shawinigan-Falls, on the FIFTH day of JUNE next, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 30th April, 1919. 1690—18-2
 [First publication, 3rd May, 1919.]

Lettres patentes

"La Compagnie L. Gingras & Fils, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'avril 1919, constituant en corporation Patrick Gingras, marchand; Albert Pouliot, Emile Brousseau, comptables; Honoré Grenier, avocat, Québec; Léon Gingras, rentier, Saint-Ubalde, dans les buts suivants :

Faire le commerce sous toutes ses formes de tous les objets pouvant faire partie d'un commerce quelconque, et plus spécialement le commerce de charbon de toutes sortes, le commerce de bois de construction, de chauffage, et tous les bois de commerce; le commerce de matériaux de construction, le commerce de scrap et métaux de toutes sortes; le commerce de foin, de denrées, de grains et tous autres articles de consommation;

Acquérir, posséder, exploiter, vendre toutes mines, carrières, terres ou limites à bois; manufacturer tout ce qui peut être du domaine de l'industrie et des métiers, et exercer à ces fins tous les pouvoirs généraux nécessaires pour le bon fonctionnement de ces industries et métiers;

Agir comme camionneurs, acheter, louer, posséder, prêter, vendre, chevaux, voitures, automobiles ou autres objets en usage dans ce commerce;

Agir comme voiturier, compagnie de transport, de messagerie, et à ces fins acquérir, posséder ou autrement disposer de tous les moyens en usage dans le commerce de ce genre;

Exercer le commerce d'immeuble en général, agir comme agent d'immeuble, acheter, vendre, administrer des propriétés, et aussi louer des propriétés et en percevoir les revenus, le tout à commission ou pour toute autre considération ou rémunération;

Enfin faire tout commerce, exercer, exploiter toute industrie que la compagnie jugera à propos;

A ces fins acquérir et posséder tout terrain, machineries, outillages, équipement nécessaires ou utiles; acquérir par achat, par bail ou autrement des biens-fonds; construire des résidences ou autres bâtisses sur iceux; les développer, les exploiter, améliorer; prendre et détenir des

Letters patent

"La Compagnie L. Gingras & Fils, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of April, 1919, incorporating Patrick Gingras, merchant; Albert Pouliot, Emile Brousseau, accountants; Honoré Grenier, advocate, Quebec; Léon Gingras, annuitant, Saint-Ubalde, for the following purposes :

To generally deal, in all branches thereof, in all marketable goods whatever and especially in coal of every kind, timber, cord-wood and lumber; building materials, scraps, metals of every kind, hay, wares, grain and all other articles of trade;

To acquire, own, operate, sell mines, quarries, timber lands or timber berths; to manufacture all goods capable of being manufactured in any industry or trade and exercise for the above purposes all general powers necessary for the proper working of such industries and trades;

To act as carters, buy, lease, own, loan, sell horses, carriages, automobiles and other vehicles or goods incidental to the foregoing;

To act as shippers, forwarders and expressmen and for the above purposes to acquire, own or otherwise dispose of all means in use in business of a like nature;

To generally deal in real estate, act as real estate agents, buy, sell, manage property, lease same and collect the revenues therefrom, the whole in commission or for any other consideration or remuneration;

Finally to do any business, carry on and exploit any industry which the company may deem expedient;

For the above purposes, to acquire any land, machinery, equipment, plant necessary or suitable; to acquire by purchase, lease or otherwise real estate; construct dwelling houses or other buildings thereon; develop, exploit, improve same; take and hold mortgages, hypothecs,

mortgages, hypothèques, biens et autres charges en garantie du prix d'achat d'aucune propriété immobilière vendue par la compagnie ;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens-fonds ou autres propriétés que possède la compagnie pour les considérations, stipulations et conditions que la compagnie jugera à propos et avantageuses, et accepter en paiement total ou partiel du numéraire, des actions, des débetures, du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Joindre ou s'adjoindre toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, acquérir et posséder tout commerce, toute industrie, toute franchise, entreprise, propriété, aucun droit, privilège, baux, contrats, biens-fonds, capitaux, actif et tous autres droits que la compagnie pourra légalement acquérir sous l'autorité des présentes ;

Distribuer aux actionnaires de la corporation en nature toutes actions, débetures, valeurs ou propriétés qui appartiennent à la compagnie ;

Employer l'excédent de ces deniers au rachat de ses propres actions, obligations ou autres valeurs ;

Accepter, détenir tout article en gage ou en dépôt, et prêter au besoin sur iceux, agir comme propriétaire et gardien d'entrepôt, et droit d'y garder tous les objets mobiliers, valeurs ou créances ;

Garantir tout placement que fera la compagnie comme agent ou autrement ;

Généralement faire toutes choses qui tendent à l'accomplissement des objets de la présente compagnie, sous le nom de "La Compagnie L. Gingras & Fils, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'avril 1919.

Le sous-secrétaire de la province.

1649—18-2

C.-J. SIMARD.

liens and other charges to secure the purchase price of any immoveable property sold by the company ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the real estate or other property held by the company for such considerations, terms and conditions which the company may think proper and advantageous, and to accept in full or part payment thereof, cash, shares, debentures, stock or securities in any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company ;

To consolidate or amalgamate with any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company ; to acquire and own any business, industry, franchise, undertaking, property, right, privilege, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may legally acquire under virtue hereof ;

To distribute to the shareholders of the corporation, in kind, any shares, debentures, securities or property belonging to the company ;

To apply its surplus funds to the redemption of its own shares, debentures or other securities ;

To accept, hold any article as a pledge or deposit and to loan money thereon when required, act as warehouseman and storeman with power to store all moveable effects, securities or claims ;

To guarantee any investment which the company may make as agent or otherwise ;

Generally to do all such things as may seem conducive to the attainment of the objects of the present company, under the name of "La Compagnie L. Gingras & Fils, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of April, 1919.

C.-J. SIMARD,

1650—18-2

Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Envelope Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1919, constituant en corporation Frank Bassett, comptable ; Albert-H. Holcombe, maître-imprimeur, Sarah-L. Coomber, née Brooks, Mary-E. Selkirk, née Fell, Violet Wallin, sténographe, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer une industrie générale de fabrication des enveloppes, sacs à papier, boîtes de carton et articles en papier ;

Exercer un commerce général d'impressions, de publicité, de reliure, réglage, d'édition et de papeterie générale ;

Etre agents des manufacturiers pour aucunes marchandises utiles à la présente compagnie ;

Fabriquer les marchandises et effets dont la corporation peut faire usage ou négoce ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie des affaires et du passif d'aucune personne ou d'aucune corporation exerçant un commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Acquérir par achat ou échange aucune terre ou autre propriété mobilière dans la province

"Montreal Envelope Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1919, incorporating Frank Bassett, accountant, Albert-H. Holcombe, foreman-printer, Sarah-L. Coomber, née Brooks, Mary-E. Selkirk, née Fell, Violet Wallin, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general business for the manufacture of envelopes, paper bags, cardboard boxes and paper novelties ;

To conduct a general printing, advertising, book binding, ruling, publishing and general stationery business ;

To act as manufacturers agent for any lines that may be of interest to this company ;

To manufacture such merchandise and articles as the company may have use for or trade in ;

To acquire and take over the whole or any part of the business and liabilities of any person or companies carrying on a business similar to that which this company is authorized to carry on ;

To acquire by purchase or exchange any land or other immoveable Property in the province of

de Québec, et la développer, l'améliorer, la louer, vendre, grever, aliéner ou en disposer ;

Acheter ou autrement acquérir et obtenir de la protection provisoire ou autre en rapport avec aucune invention réelle ou présumée, aucune patente, marque ou nom de commerce, des devis, droits d'auteur, secret ou procédés, en rapport aussi avec des choses semblables que la compagnie jugera avantageuses ;

Vendre ou aliéner l'entreprise corporative ou aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie estimera convenable, et particulièrement pour des actions préférentielles ou ordinaires, des obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie.

Émettre ou répartir comme pleinement acquitté du capital de la compagnie constituée aux présentes en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, d'aucuns droits, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoirs, privilèges, licence, concession, actions, obligations et débetures, autres biens ou droits dont l'acquisition peut être légalement faite en vertu des pouvoirs octroyés aux présentes, et les payer en tout ou en partie en obligations ou en débetures de la compagnie ou autrement ;

Acheter, assumer ou acquérir par souscription originaire ou autrement, et détenir, vendre ou autrement disposer de parts ou d'actions communes ou préférentielles, de débetures, bons et autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, ou qui exerce aucune industrie susceptible d'être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, voter aussi sur les actions ainsi détenues par l'entremise du ou des procureurs que les directeurs nommeront, pourvu que ces procureurs soient actionnaires ;

Émettre des obligations et débetures garanties par la propriété mobilière et immobilière de la corporation, sous le nom de "Montreal Envelope Company, Limited", avec un fonds social de trente mille piastres (\$30,000.00) divisé en trois cents (300) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril, 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
1651—18-2 C.-J. SIMARD.

"Légaré Automobile of Victoriaville, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour d'avril 1919 constituant en corporation : Joseph-Herman Fortier, Pierre-Wilfrid Fortier, Léo Lemay-Légaré, industriels ; Pierre-Célestin Falardeau, comptable, et Joseph-Auguste Fraser, auditeur, tous de la cité et du district de Québec, dans les buts suivants :

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des automobiles et véhicules moteurs de tous genres et de leurs moteurs et accessoires ; de voitures, véhicules, moteurs, engins, machines, outils, appareils et machineries de tous genres, pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les besoins domestiques ; de meubles, articles de bois et

Quebec, and to develop, improve, lease, sell, hypothecate, or otherwise deal with or dispose of the same ;

To buy or otherwise acquire and obtain provisional protection or otherwise, in connection with any invention true or alleged for any patent, trade mark, or names, designs, copyrights, secret or processes, and to the like which may appear properly advantageous to the company ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such considerations as the company may see fit, in particular for shares, preferred or common, or bonds or other security in any other company, the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company ;

To issue or allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payments or part payments for any property moveable or immoveable, or for any rights, lease, business, franchise, undertaking powers, privileges, license, concession, stock, bonds and debentures, or other property or rights which may be lawfully acquired by virtue of the power hereby granted, and to pay for the same or any part hereto wholly or partly in bonds or debentures of the company or otherwise ;

To purchase, take over or acquire, by original subscription or otherwise, and to hold, sell, or otherwise dispose of, shares or stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being carried on, so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote on such shares held, through such agent or agents as the directors may appoint, provided such agents are shareholders ;

To issue bonds and debentures on moveable and immoveable property of the company, under the name of "Montreal Envelope Company, Limited", with a capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1919.

C.-J. SIMARD,
1652—18-2 Assistant Provincial Secretary.

"Légaré Automobile of Victoriaville, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1919, incorporating Joseph Herman Fortier, Pierre-Wilfrid Fortier, Léo Lemay-Légaré, manufacturers ; Pierre-Célestin Falardeau, accountant, and Joseph-Auguste Fraser, auditor, all of the city and district of Quebec, for the following purposes :

To fabricate, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds and the motors and accessories thereof ; carriages, vehicles, motors, engines, machinery, equipment, apparatuses and machinery of every kind for the industry, trade and agriculture and domestic needs, furniture, woodenware, ironware,

de ferronnerie, d'instruments de musique, de vaisseaux et navires de tous genres, et de leurs machineries et accessoires ;

Fabriquer, manifester et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie, et du commerce en général ;

Acquérir, exploiter et disposer, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, de tous brevets d'invention ayant rapport aux dits objets ;

Construire ou faire construire toutes bâtisses et constructions quelconques, ou agir comme entrepreneur pour toutes espèces de constructions et bâtisses ;

Acquérir de quelque manière que ce soit, posséder, détenir, exploiter et utiliser toutes espèces de franchises et privilèges ;

Acquérir, à quelque titre que ce soit, toute autre ou toutes autres industries, manufactures, ou tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer, y compris l'achalandage, good will, et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, des débetures, des actions-obligations (debenture-stock), des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toute telle acquisition ;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition ou le contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs, et contrôler, soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement, tout autre ou toutes autres compagnies, associations, ou sociétés ;

Employer en tout ou en partie, ses actions, fonds, débetures, obligations ou autres valeurs pour l'achat de débetures ou d'actions d'autres compagnies ou d'intérêts dans toute association ou société ;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, échange, donation, dation ou paiement, ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie ; posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles et sans aucune exception quelconque ;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer de quelque manière à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause précédente ;

Grever de servitude et hypothéquer tous immeubles quelconques et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tout bail emphytéotique ;

Exercer tous les pouvoirs mentionnés dans les trois clauses précédentes chaque fois, aussi souvent et dans tous les cas, circonstances et conditions où la compagnie jugera qu'il est de son intérêt, utile, avantageux ou nécessaire à ses entreprises d'exercer aucun desdits pouvoirs ;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables ;

Emettre, en aucun temps et aussi souvent que

musical instruments, vessels and boats of every kind and their machinery and accessories ;

To fabricate, manufacture and deal in, under any shape or form whatever, everything and anything which may be the object of manufacture, trade and business generally ;

To acquire, exploit and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents relating to the aforesaid objects ;

To construct or cause to be constructed any buildings and constructions whatsoever, or to act as contractor for all kinds of constructions and buildings ;

To acquire in any manner whatever, own and hold, exploit and utilize all kinds of franchises and privileges ;

To acquire, under any title whatever, any other industry or industries, manufactory or manufactories, business or businesses identical to those which the present company is authorized to operate including the custom and goodwill, the moveable and immoveable assets, upon such terms and conditions and for such a price as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the company ;

To enter into any arrangement with any other company or companies, person or persons, association or associations, society or societies, respecting the exploitation, acquisition or control of their respective industry, factory or business and to control, either by acquiring the shares and interests or otherwise, any other company or companies, association or associations or society or societies ;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds, or other securities in the purchase of debentures or shares of other companies or interests in any association or society ;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever ;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph ;

To charge with servitude or hypothecate any immoveables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteotic lease ;

To exercise all the powers mentioned in the three preceding paragraphs, each time, as often and in all cases, circumstances and conditions wherein it may appear to the company to be in its interest or useful, advantageous or necessary for its undertaking to exercise any of the said powers ;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that at any time and as often as it may think proper and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guaranties and hypothecs as the company may think fit ;

To issue at any time and as often as the com-

la compagnie le jugera utile et nécessaire, des actions-obligations (debenture-stock) et en disposer, pour les montants et aux termes et conditions que la compagnie croira raisonnables ;

Hypothéquer, garantir, ou mettre en gage par acte authentique pour garantir le paiement des obligations, débentures et actions-obligations (debenture-stock) qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède ou possèdera dans la province, et d'une manière générale, exercer sous les conditions y mentionnées, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 6119a à 6119d, inclusivement des statuts refondus de Québec, 1909 ;

Distribuer en nature parmi ses actionnaires tous les biens de la compagnie, et, en particulier, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies que la compagnie peut posséder ;

Émettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions (debenture-stock) ou autres valeurs de la compagnie, et payer avec icelle pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie ;

Faire tous contrats de louage, de service, de cautionnements autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction et généralement tous contrats et conventions quelconques dont est capable une corporation sans aucune exception ;

Vendre, aliéner, transporter et céder en bloc pour valable considération, qui pourra consister en actions, obligations, actions-obligations (debenture-stock) émises par d'autres compagnies, les biens, l'actif, l'entreprise et la clientèle de la compagnie comme une exploitation en cours (as a going concern) sur un vote d'au moins les deux tiers en nombre et en valeurs, des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée convoquée pour décider de la transaction en question, sous le nom de "Légaré Automobile of Victoriaville, Limited", avec un capital social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'avril 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
1675—18-2 C.-J. SIMARD.

pany may think useful or necessary, debenture-stock, and to dispose thereof, for such amounts and upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed to guarantee the payment of the bonds, debentures and debenture-stock which it is by law or under its charter authorized to issue, the property, moveable or immoveable, present or future, which the company now own or may own in the Province, and generally to exercise, under the conditions therein stipulated, all the powers mentioned in articles 6119a to 6119d, both inclusive of the Quebec Revised Statutes, 1909 ;

To distribute in kind, among its shareholders, all the property of the company, and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies which this company may own ;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company in payment of any services rendered, debts or liabilities of the company ;

To make any contracts respecting leases, services, sureties, mandates, agencies and transactions and generally all contracts and agreements which a corporation may enter into without any exception ;

To sell, alienate, transfer and assign *en bloc* for lawful consideration, which may consist of shares, bonds, debenture-stock issued by other companies, the property, assets, undertakings and goodwill of the company as a going concern on a vote of no less than two-thirds in number and value of the shareholders present or represented at a meeting called to decide the transaction in question, under the name of "Légaré Automobile of Victoriaville, Limited", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Victoriaville, district of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of April, 1919.

C.-J. SIMARD,
1676—18-6 Assistant Provincial Secretary.

"The Fortune Gold Mining Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22 avril 1919, constituant en corporation Joseph-H. Brown, ingénieur des mines ; Gilbert-K. Robinson, surintendant de transport ; Andrew Anderson, Robert Laing, comptables ; Andrea-F. Brownrigg, Frank-J. Wildon, Ernest Coughlin, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, des mines, droits miniers, terrains ou options sur iceux, et spécialement aucuns terrains contenant ou supposés contenir de l'or, de l'argent et des minéraux de toute sorte, et les explorer, exploiter, exercer, développer et faire valoir, vendre ou autrement disposer de ces terrains ou d'aucune partie d'iceux ;

Faire des recherches et explorations des miné-

"The Fortune Gold Mining Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1919, incorporating Joseph-H. Brown, mining-engineer ; Gilbert-K. Robinson, traffic-manager ; Andrew Anderson, Robert Laing, accountants ; Andrea-F. Brownrigg, Frank-J. Wildon, Ernest Coughlin, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To purchase, take on lease or otherwise acquire any property moveable or immoveable, mines, mining rights, and lands or any option of the same, and particularly any lands containing or supposed to contain gold, silver and minerals of every kind, and to explore, work, exercise, develop and turn to account, or to sell or otherwise dispose of such lands or any part of the same ;

To prospect and explore for minerals of every

raux de toute catégorie et description, pour acquérir des mines, droits miniers et les exploiter, et creuser, fouiller, fondre et affiner, préparer, fusionner et donner une valeur marchande aux minerais, métaux et matières minérales de toutes sortes ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, utiliser, vendre ou autrement aliéner et manufacturer, exploiter et généralement trafiquer de minéraux, outillages, bâtisses, machines, instruments, commodités, vivres ainsi que de toutes les autres choses propres à servir en rapport avec l'industrie et les opérations minières ;

Acquérir, construire, exécuter, entretenir, améliorer, administrer, exploiter, surveiller, contrôler ou disposer d'aucuns fours, foyers, engins, moulins, concasseurs, structures hydrauliques ou autres, fabriques, usines, entrepôts, chemins, routes, droits de passage, ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs et autres installations indispensables ou convenant à l'exercice de l'industrie de la corporation ;

Acquérir, acheter, louer ou autrement construire, entretenir et exploiter des routes, ponts, tramways et voies ferrées d'évitement pour le transport des employés, des produits et biens de la compagnie, sur véhicules d'aucune espèce mûs par force animale, à la vapeur ou à l'électricité ou autrement sur les propriétés que la compagnie possèdera ou louera, ou sur la propriété des personnes, compagnies ou corporations avec qui des arrangements interviendront ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de l'entreprise, de la propriété, du passif et des franchises de la corporation en faveur d'aucune autre personne ou compagnie et pour le prix que la compagnie estimera convenable, particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, licences, concessions et autres privilèges similaires conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la corporation, et utiliser, exercer, développer ces licences, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder et avoir la jouissance de toute la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce semblable à celui que la présente corporation est autorisée à exercer, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

Acquérir, acheter, détenir, transférer, vendre des actions, du capital, des débetures ou des obligations d'aucune autre compagnie exerçant un négoce en tout ou en partie semblable à celui de la corporation, et en disposer ;

Vendre, céder, transférer ou échanger aucune partie des immeubles ou autres propriétés appartenant à la compagnie pour le prix, aux termes et conditions que la corporation jugera convenables ou autrement en disposer, et recevoir du numéraire, des actions, obligations, débetures d'aucune autre compagnie exerçant un commerce semblable à celui de la corporation, en paiement intégral ou partiel ;

Acquérir ou détenir les commerces, franchises,

sort and description with a view to acquiring mines and mining rights and operating the same ;

To mine, quarry, smelt, refine, dress, amalgamate and prepare for market any ores, metals and mineral substances of all kinds ;

To purchase, lease, or otherwise acquire and to hold, use, sell or otherwise dispose of and to manufacture, work and generally to deal in minerals, plant, buildings, machinery, implements, conveniences, provisions and all other things capable of being used in connection with manufacturing and the mining operations ;

To acquire, construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control, superintend or dispose of any furnaces, forges, engines, mills, crushing works, hydraulic or other works, factories, shops, warehouses, roads, ways, rights of way, bridges, reservoirs, water courses, aqueducts and all works necessary or convenient for the carrying on of the operations of the company ;

To acquire, buy, lease, or otherwise to construct, maintain and operate roads, bridges, tramways and railway sidings for the conveyance of employees, products and property of the company, upon vehicles of any kind operated by horses, steam or electric power or otherwise upon the company's property either leased or owned by it, or upon the property of such persons, companies or corporations with whom it may arrange therefor ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the whole or any branch or part of the business, undertaking, property, liabilities and franchises of the company to any other person or company for such consideration as the company may think fit and, in particular, for shares, debentures or securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company and to use, exercise, develop such licenses, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold and enjoy all the property, franchises, good-will, rights and privileges, held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on, or formed for carrying on, any similar business to that which this company is authorized to carry on and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

To acquire, purchase, hold, convey, sell shares, stock, debentures or securities of any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of the company and dispose thereof ;

To sell, convey, transfer or exchange any part of the moveables or other property belonging to the company for such considerations and on the terms and conditions that the company may deem fit or otherwise dispose thereof and accept cash, shares, bonds, debentures of any other company carrying on a similar business to that of the company in payment or part payment of same ;

To acquire or hold any business, franchises,

entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, assortiments, biens et autres droits appartenant à aucune personne, corporation, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie ;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, des débetures, bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement d'immeubles ou meubles, droits ou autres biens que la corporation acquerra en vertu d'aucun titre, et avec l'assentiment des actionnaires, comme rémunération pour services rendus ou à être rendus à la compagnie d'aucune manière quelconque ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour le prix que la corporation trouvera convenable, ou autrement en disposer, ou s'unir avec aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie, avec conditions et stipulations jugées avantageuses, et à l'acquit de ce prix recevoir du numéraire, des actions libérées, des obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre corporation, personne, compagnie ou société ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer aux actionnaires de la corporation aucune propriété de la compagnie et spécialement aucunes actions, obligations, débetures, comptes ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la corporation ou dont cette dernière peut disposer ;

Construire, acquérir, détenir et exploiter aucun système d'aqueducs aux fins d'accroître la valeur de la propriété corporative, avec droit de vendre ou d'autrement disposer, en faveur d'aucune autre personne, corporation, compagnie ou société, de l'eau fournie par ces aqueducs, en se conformant à la loi provinciale ou aux règlements municipaux y relatifs ;

S'unir à aucune société ou compagnie se livrant à l'industrie minière ;

Généralement faire tout ce qui peut être utile ou nécessaire à l'accomplissement des objets précités, sous le nom de "The Fortune Gold Mining Company, Limited", avec un fonds social de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux cent cinquante mille parts (250,000) de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

1695—18-2

C.-J. SIMARD.

undertakings, properties, rights, privileges, leases, contracts, immovables, stocks, assets and other rights belonging to any person, corporation, firm or company carrying on a similar business to that of the company ;

To issue paid up and non assessable shares, debentures, bonds, obligations or other securities of the company in payment for any immovables or moveables, rights or other property acquired by the company, by any title, and with the approval of the shareholders for remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatsoever ;

To sell, lease the undertaking of the company, or any other part thereof for such consideration as the company may deem fit, or otherwise dispose thereof or consolidate with any person, firm or corporation carrying on a similar business to that of the company on the terms and conditions that may be deemed expedient, and in payment of the consideration thereof accept cash, paid up non assessable shares, bonds, debentures or other securities of any such corporation, person, company or firm ;

To invest and do business with the money of the company not immediately required in the manner that may be determined from time to time ;

To distribute among the shareholders of the company any property of the company and especially any of the shares, bonds, debentures, accounts or other securities of other companies belonging to the company or which the latter may have the power to dispose of ;

To construct, acquire, hold and operate any waterworks system for the purpose of enhancing the value of the property of the company, with right to sell or otherwise dispose of in favor of any other person, corporation, company or firm, water supplied by such waterworks system upon complying with any provincial law or municipal by-laws to such effect ;

To join with any firm or company carrying on mining operations ;

To generally do everything that may be useful or necessary for the attainment of the hereabove purposes, under the name of "The Fortune Gold Mining Company, Limited", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two hundred and fifty thousand (250,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1919.

C.-J. SIMARD,

1696—18-2

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

" L'Auditorium de Québec "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour d'avril 1919, à "L'Auditorium de Québec", diminuant le fonds social de la compagnie jusqu'au montant de quatre-vingt mille piastres (\$80,000.00), divisé en huit cents (800) actions de cent piastres (\$100.00) chacune et d'égale part.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'avril 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

1685—18-2

C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

" L'Auditorium de Québec "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth April, 1919, decreasing the capital stock of the company "L'Auditorium de Québec", to the sum of eighty thousand dollars (\$80,000.00), divided into eight hundred (800) shares of one hundred dollars (\$100.00) each and of equal value.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of April, 1919.

C.-J. SIMARD,

1686—18-2

Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

323-19

Québec, 29 avril 1919.

Il a plu au lieutenant-Gouverneur en Conseil, par un arrêté en date du 26 avril, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Benoît-Labre, comté de Matane, le lot No 40, et la demi-sud du lot No 41, du rang 6, de Humqui, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Léon-le-Grand, même comté.

1699

323-19

Quebec, 29th April, 1919.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in Council, dated the 26th April, to detach from the school municipality of Saint-Benoît-Labre, county of Matane, the lot No. 40 and the south half of lot No. 41 of range VI, of Humqui, and to annex this territory to the school municipality of Saint-Léon-le-Grand, same county.

1700

2515-17

Québec, 29 avril 1919.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 24 avril 1919, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Ursule, comté de Maskinongé, les lots Nos 61 à 78 inclusivement, 154, 155 et 252 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Ursule, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Angele-de-Prémont, même comté.

1701

2515-17

Quebec, 29th April, 1919.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in Council, dated the 24th April, 1919, to detach from the school municipality of Sainte-Ursule, county of Maskinongé, the lots Nos. 61 to 78, both inclusive, 154, 155 and 252 of the official cadastre of the parish of Sainte-Ursule, and to annex the above lots to the school municipality of Sainte-Angele-de-Prémont, same county.

1702

2475-18

Québec, 29 avril 1919.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 24 avril 1919, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Luce, comté de Rimouski, le village de Luceville, comprenant le territoire suivant, savoir : vers le sud-est, les lots Nos 314 à 327 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, comté de Rimouski ; vers le nord-ouest cette partie de la ligne limitative entre le premier et le deuxième rang de la seigneurie Lessard et Lamolaie, s'étendant depuis et y compris le lot No 55 jusqu'au lot No. 91, inclusivement dans le deuxième rang : vers le nord-est les lots Nos 70 à 210 inclusivement, et vers le sud-ouest, les lots Nos 182, 322 et 323 dudit cadastre de la paroisse de Sainte-Luce, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Luceville."

1703

2475-18

Quebec, 29th April, 1919.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by order in Council dated the 24th April, 1919, to detach from the school municipality of Sainte-Luce, county of Rimouski, the village of Luceville, comprising the following territory, namely : towards the southeast the lots Nos. 314 to 327, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte-Luce, county of Rimouski ; towards the northwest that part of the boundary line between the first and second range of the Lessard seignior and Lamolaie, extending from and including the lots No 55 to lot No. 91, inclusive, in the second range ; towards the northeast the lots Nos. 70 to 210, both inclusive, and towards the southwest the lots Nos. 182, 322 and 323 of said cadastre of the parish of Sainte-Luce, and to erect all the above territory into a distinct school municipality under the name of "Luceville".

1704

335-19.

Québec, 29 avril 1919.

Il a plu à lieutenant-gouverneur en conseil, par un arrêté en date du 26 avril 1919, de détacher de la municipalité scolaire de Robertson & Pope, comté de Labelle, les lots Nos 2 à 12 inclusivement, des rangs 2 et 3 du canton de Robertson, et de les annexer à la municipalité scolaire de Lac-des-Iles, même comté.

1705

335-19.

Quebec, 29th April, 1919.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in Council, dated the 26th April, 1919, to detach from the school municipality of Robertson & Pope, county of Labelle, the lots Nos. 2 to 12, both inclusive, of ranges 2 and 3 of the township of Robertson, and to annex same to the school municipality of Lac-des-Iles, same county.

1706

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que la "Newark Fire Insurance Company" a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et l'assurance de l'automobile.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, sont William MacKay, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce premier jour de mai 1919.

Pour le trésorier de la province de Québec,

EDW.-E. DUCKWORTH,

1697-18-2 Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that the "Newark Fire Insurance Company" has been registered to transact, in the Province of Quebec, the business of Fire and Automobile Insurance.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are William MacKay, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.Q., 1909, this first day of May, 1919.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

EDW.-E. DUCKWORTH,

1698-18-2 Superintendent of Insurance.

Faillite—Avis de

Notice of Bankruptcy

District de Montréal. *Re* : C.-H. Fournier failli, Montréal.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à contestation jusqu'au 15^{ème} jour de mai 1919, après laquelle date application sera faite au trésorier provincial pour l'émission des chèques à être envoyés aux créanciers.

Toute contestation devra être déposée à mon bureau avant cette date.

Le curateur,

EUGENE PREVOST.

107 rue Saint-Jacques,
Montréal, 30 avril 1919.

1707

District of Montreal. *Re* : C.-H. Fournier, insolvent, Montreal.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be subject to contestation till the 15th May, 1919, after which date application will be made to the Provincial Treasurer for the issue of cheques to be sent to the creditors.

Any contestation must be filed at my office before the date above mentioned.

EUGENE PREVOST,

Curator.

107 Saint-James street,
Montreal, 30th April, 1919.

1708

Ordre de Cour

Rule of Court

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4876. P.-H. Lesage, honorable Jean Girouard, tous deux médecins, de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, et A.-R. Marsolais, médecin, de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, demandeurs ; vs les héritiers de feu Hector Brissette, en son vivant maître-charretier, de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, défendeurs.

Sur l'ordre de l'honorable juge Duolos donné ce 14^{ème} jour de janvier 1919, vu les allégations de l'insolvabilité des héritiers de feu Hector Brissette, de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, les défendeurs, les créanciers desdits défendeurs qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette Officielle* de Québec, conformément aux articles Nos 673-674 du Code de procédure civile.

Le dép. P. C. S.,

T. DÉPATIE.

Montréal, 28 janvier 1919.

1709—18-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4876. P.-H. Lesage, Honourable Jean Girouard, both physicians, of the town of Longueuil, district of Montreal, and A.-R. Marsolais, physician, of the town of Outremont, district of Montreal, plaintiffs ; vs the heirs of the late Hector Brissette, in his lifetime master carter, of the town of Longueuil, district of Montreal, defendants.

By order of the Honourable Justice Duolos given on the 14th day of January, 1919, and seeing the allegations concerning the insolvency of the heirs of the late Hector Brissette, of the town of Longueuil, district of Montreal, the defendants, the creditors of the said defendants who have not yet produced their claims are now called to file them in the office of the protonotary of the Superior Court for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil Procedure.

T. DÉPATIE,

Dep. P.S.C.

Montreal, 28th January, 1919.

1710—18-2

Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 18.Index of the Quebec Official
Gazette, No. 18.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Beemer vs Peters.....	1020
" Cokil vs Tokar.....	1019
" Chessin vs Bernstein.....	1020
" Greenberg vs Ofner.....	1020
" Kleiman vs Goldstein.....	1019
" Lavigueur vs Groulx.....	1019
" Lavoie vs Castonguay.....	1020
" Laurier vs L'Heureux.....	1020
" Pinsky vs Iankelevitch.....	1019
" Rancourt vs Goulet.....	1020
" Revault vs Devroede.....	1019
" St. Onge vs Voisine.....	1019

Dme Beemer vs Peters.....	1020
" Cokil vs Tokar.....	1019
" Chessin vs Bernstein.....	1020
" Greenberg vs Ofner.....	1020
" Kleiman vs Goldstein.....	1019
" Lavigueur vs Groulx.....	1019
" Lavoie vs Castonguay.....	1020
" Laurier vs L'Heureux.....	1020
" Pinsky vs Iankelevitch.....	1019
" Rancourt vs Goulet.....	1020
" Revault vs Devroede.....	1019
" St. Onge vs Voisine.....	1019

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD
AND PROPERTY :—

Dme Brosseau vs Bonenfant.....	1021
" Couchaux vs Boisseau.....	1021

Dme Brosseau vs Bonenfant.....	1021
" Couchaux vs Boisseau.....	1021

ANNONCEURS, avis aux..... 1007

ADVERTISERS, notice to..... 1007

AVIS DIVERS :—

Compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu..... 1021

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—

La Dillon Crucible Alloys, Ltd..... 1021

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Lots Humqui à Saint-Benoit-Labre..... 1044
 Lots canton Robertson à mun. Lac-des-Iles..... 1044
 Lots paroisse Sainte-Ursule à Sainte-Angele-de-Prémont mun. scol. Luceville..... 1044
 Mun. scol. village de Saint-Barnabé..... 1017

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—

Rapport d'un comité concernant l'annexion pour fins électorales, canton Gendreau..... 1017

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Federation of Jewish Philanthropies of Montreal..... 1017
 Newark Fire Ins. Coy..... 1044
 Royal Highlanders C.E.F. Officers Association..... 1017

ERRATUM :—

Page 1903, Extra du 28 avril 1919, dans le résumé relativement à la loi du referendum, 1919..... 1022

FAILLITE—AVIS DE :—

Courteau, cession..... 1022
 Dubord, nom. curateurs..... 1022
 Falardeau, dividende..... 1022
 Fournier, dividende..... 1045
 Viau, dividende..... 1022

LETTRES PATENTES :—

Carrier, ltée..... 1015
 Compagnie commerciale et industrielle de Montréal..... 1013
 Hotel Equipment and Supply Company, Ltd..... 1014
 La Cie L. Gingras & Fils, ltée..... 1037
 Legaré Automobile of Victoriaville..... 1039
 Montreal Envelope Coy., Ltd..... 1038
 The Fortune Gold Mining Coy., Ltd..... 1041
 The National Jewellers, Ltd..... 1016
 Victory Chrome Mines, Ltd..... 1011

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

L'Auditorium de Québec..... 1043

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Société avicole du district de Québec..... 1018
 Syndicat d'élevage de l'Île-Perrot..... 1018

MINUTES DE NOTAIRE :—

Demande par M. Adéodat Chauret..... 1023
 Demande par M. Joseph-Elzéar Galarneau..... 1022
 Demande par M. Eug. Boucher..... 1023

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Compagnie Equitable d'assurance mutuelle contre le feu..... 1021

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—

La Dillon Crucible Alloys, Ltd..... 1021

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Lots Humqui to Saint-Benoit-Labre..... 1044
 Lots township Robertson to mun. Lac-des-Iles..... 1044
 Lots parish Sainte-Ursule to Sainte-Angele-de-Prémont school mun. Luceville..... 1044
 School mun. village of Saint-Barnabé..... 1017

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

Report of a committee respecting the annexation for electoral purposes, township Gendreau..... 1017

TREASURY DEPARTMENT :—

Federation of Jewish Philanthropies of Montreal..... 1017
 Newark Fire Ins. Coy..... 1044
 Royal Highlanders C.E.F. Officers Association..... 1017

ERRATUM :—

Page 1903, Extra of the 28th April, 1919, in the summary regarding the Referendum Act, 1919..... 1022

BANKRUPT NOTICES :—

Courteau, assignment..... 1022
 Dubord, curators' appt..... 1022
 Falardeau, dividend..... 1022
 Fournier, dividend..... 1045
 Viau, dividende..... 1022

LETTERS PATENT :—

Carrier, ltée..... 1015
 Compagnie commerciale et industrielle de Montréal..... 1010
 Hotel Equipment and Supply Company, Ltd..... 1014
 La Cie L. Gingras & Fils, ltée..... 1037
 Legaré Automobile of Victoriaville..... 1039
 Montreal Envelope Coy., Ltd..... 1038
 The Fortune Gold Mining Coy., Ltd..... 1041
 The National Jewellers, Ltd..... 1016
 Victory Chrome Mines, Ltd..... 1011

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

L'Auditorium de Québec..... 1043

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Société avicole du district de Québec..... 1018
 Syndicat d'élevage de l'Île-Perrot..... 1018

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. Adéodat Chauret..... 1023
 Application by Mr. Joseph-Elzéar Galarneau..... 1022
 Application by Mr. Eug. Boucher..... 1022

NOMINATIONS :—

Juges de paix : Dist. Montréal ; Richelieu ; Arthabaska ; Rimouski ; Beauharnois ; Saint-François..... 1008

ORDRE DE COUR :—

Lesage *et al* vs héritiers Brissette..... 1045

PROCLAMATIONS :—

La municipalité du village de Macamic.. 1009

Municipalité du canton Privat..... 1010

SOUMISSIONS :—

Corporation de la ville de Dorion..... 1023

Mun. de Sainte-Hedwidge..... 1024

VENTES PAR LICITATION :—

Keenahan vs Soucy..... 1024

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Pepin, failli..... 1025

BEAUCE :—

Lacroix vs Mathieu..... 1026

BEBFORD :—

Daigneault (Dme) vs Marcoux..... 1027

JOLIETTE :—

La Banque d'Hochelega vs Ducharme.. 1027

MONTRÉAL :—

Beaudry, failli..... 1031

Chicoine vs Chayer..... 1028

Derynck vs Massicotte..... 1028

L'allemand, failli..... 1030

" "..... 1030

La cité de Montréal vs Godin..... 1028

Laferté vs Chauvette..... 1029

Le Crédit Foncier Franco-Canadien... 1030

Lesage vs Huet dit Dulude..... 1029

Smithers (Dme) *et al* vs héritiers Ball... 1030

NICOLET :—

Glassford Bros, Ltd. vs Chapdeleine... 1032

OTTAWA :—

The Toronto General Trusts Corporation
ès-ql., vs Watson, *ès-ql.*..... 1032

QUÉBEC :—

Berthiaume vs Lelièvre..... 1033

Vaillancourt vs Dumont..... 1033

RIMOUSKI :—

Marcheterre vs Chouinard..... 1034

APPOINTEMENTS :—

Justices of the peace : Dist. Montreal ; Richelieu ; Arthabaska ; Rimouski ; Beauharnois ; Saint-François..... 1008

RULE OF COURT :—

Lesage *et al* vs heirs Brissette..... 1045

PROCLAMATIONS :—

The municipality of the village of Macamic..... 1009

Municipality of the township Privat.... 1010

TENDERS :—

Corporation of the town of Dorion..... 1023

Mun. of Sainte-Hedwidge..... 1024

SALES BY LICITATION :—

Keenahan vs Soucy..... 1024

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Pepin, insolvent..... 1025

BEAUCE :—

Lacroix vs Mathieu..... 1026

BEBFORD :—

Daigneault (Dme) vs Marcoux..... 1027

JOLIETTE :—

La Banque d'Hochelega vs Ducharme.. 1027

MONTREAL :—

Beaudry, insolvent..... 1031

Chicoine vs Chayer..... 1028

Derynck vs Massicotte..... 1028

L'allemand, insolvent..... 1030

" "..... 1030

The city of Montreal vs Godin..... 1028

Laferté vs Chauvette..... 1029

Le Crédit Foncier Franco-Canadien... 1030

Lesage vs Huet dit Dulude..... 1029

Smithers (Dme) *et al* vs heirs Ball..... 1030

NICOLET :—

Glassford Bros, Ltd. vs Chapdeleine... 1032

OTTAWA :—

The Toronto General Trusts Corporation
ès-ql. vs Watson, *ès-ql.*..... 1032

QUEBEC :—

Berthiaume vs Lelièvre..... 1033

Vaillancourt vs Dumont..... 1033

RIMOUSKI :—

Marcheterre vs Chouinard..... 1034

SAINT-FRANÇOIS :—

Chute vs Hébert.....	1034
La cité de Sherbrooke vs Dme Weir....	1034
Payeur vs Desruisseaux.....	1035
The Securities & Development Coy., Ltd. vs Grondin.....	1035

TROIS-RIVIERES :—

Filteau (Dme) <i>et al</i> vs Caouette.....	1036
Miller vs Besasperus.....	1037

SAINT-FRANCIS :—

Chute vs Hébert.....	1034
The city of Sherbrooke vs Dme Weir....	1034
Payeur vs Desruisseaux.....	1035
The Securities & Development Coy., Ltd. vs Grondin.....	1035

THREE RIVERS :—

Filteau (Dme) <i>et al</i> vs Caouette.....	1036
Miller vs Besasperus.....	1037